

l'Anticapitaliste

n°451 | 15 novembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



Dossier

RETRAITES

Pages 6 et 7

ÉDITO

Trump, y a le feu!
Page 2

PREMIER PLAN

Marseille: l'affairisme fait
bon ménage avec la mort
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Reportage: Le Pakistan,
otage des religieux
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Steven, livreur chez
Deliveroo et membre du CLAP
Page 12



édito

Par COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Trump, y a le feu!

Le scénario des incendies en Californie se répète de façon dramatique. Une sécheresse due à de fortes chaleurs et à l'absence de pluies depuis des mois favorise des départs de feux attisés par des vents violents. Depuis le 8 novembre, les incendies établissent des records. 44 mortEs, 200 disparuEs, des milliers de personnes évacuées, des hectares ravagés, la ville de Paradise détruite... Une nouveauté: les lieux habités par les riches, voire des très riches, sont touchés. La répétition et l'aggravation de ces incendies sont en réalité dues au réchauffement climatique. Comme les rapports successifs du GIEC le montrent, la montée des températures produit des phénomènes météo de plus en plus extrêmes, rapprochés et violents, qui créent des catastrophes auprès des populations, en général celles des pays du Sud, les plus pauvres.

Ainsi, ne pas enclencher une lutte énergétique pour inverser la courbe des températures et arrêter de produire les gaz à effet de serre destructeurs, à commencer par le CO₂, est criminel. Le dernier rapport du GIEC qui a validé les différences entre les réchauffements à + 1,5°C et à + 2°C est catégorique: il est encore temps d'agir, mais il faut le faire dès maintenant et fortement. Mais les États qui ont commandé ce rapport ne sont pas prêts à engager les politiques nécessaires pour sauver la situation car ils ne veulent pas nuire aux grands groupes capitalistes du pétrole, de l'agriculture industrielle, des transports, responsables des émissions de gaz à effet de serre. Ils sont déjà bien incapables de tenir leurs piètres engagements de la COP 21, qui aboutiraient à une hausse supérieure à 3°C... Pourtant, les solutions sont connues et possibles à mettre en œuvre si on s'attaque au capital, si on change de modes de production et de consommation. Ces solutions, nous devons les imposer par nos luttes et nos exigences. «Changeons le système, pas le climat!»: ce mot d'ordre, repris dans les marches mondiales pour le climat, marque une prise de conscience généralisée de la responsabilité du capitalisme. Marcher ne suffira pas, nous avons besoin d'intensifier les luttes, de proposer des choix nouveaux pour sortir du modèle productiviste capitaliste. Le NPA portera de telles revendications dans les prochaines marches pour le climat, le 8 décembre.

BIEN DIT

M. Emmanuel Macron, organiser un forum sur la paix c'est bien. Stopper les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, qui risque de les utiliser pour commettre des crimes de guerre au Yémen, c'est mieux.

AMNESTY INTERNATIONAL, Twitter, 11 novembre 2018.

À la Une

Bloquer l'offensive gouvernementale, taxer les profits, augmenter tous les revenus

Ce samedi 17 novembre auront lieu de nombreux « blocages » contre les hausses du prix des carburants. Lancé au départ comme un mouvement citoyen, largement appuyé par les patrons du transport et relayé par la droite et l'extrême droite, cet appel rencontre aujourd'hui un large écho dans les milieux populaires.

Nous ne savons pas encore précisément l'ampleur et la forme que prendra la journée de samedi, mais les relais médiatiques ces derniers jours sont impressionnants. Les « gilets jaunes » sont omniprésents, obligeant tout le monde à se positionner... voire à tenter la récupération. Indépendamment des calculs des uns et des autres, de larges secteurs se saisissent de cette mobilisation pour exprimer leur mécontentement contre un gouvernement au service des riches qui fait les poches aux pauvres.

Une colère légitime

Cette colère est la bienvenue. En effet, le prix du carburant a explosé de façon spectaculaire pour tous les automobilistes. Ainsi, le prix du diesel a augmenté de 23% en un an et de 5% en un mois. Et il en est de même pour l'essence: 15% d'augmentation pour cette seule année. Cela alors que le pouvoir d'achat a baissé en moyenne de 0,6% sur le premier semestre 2018... Dans le même temps, les patrons du transport sont eux globalement exonérés du paiement d'une grande partie de ces taxes: ils ne payent pas la TVA sur les carburants pour leurs véhicules utilitaires...

Sommet du scandale, les multinationales, à commencer par celles qui font commerce du pétrole, s'enrichissent de façon indécente: le « fleuron français » Total affichait l'année dernière un résultat net de 8,6 milliards de dollars, soit une hausse de 39% par rapport à 2016! Pourtant, grâce à ses montages financiers et à sa pratique assidue de l'évasion fiscale, Total ne paie aucun impôt sur les sociétés! Outre qu'elles sont injustes socialement, ces taxes sur les carburants sont aussi inefficaces sur le plan écologique car toutes les raisons qui contraignent les travailleurEs à utiliser leurs voitures individuelles sont bien supérieures aux incitations fiscales à ne pas les utiliser. C'est le coût du logement dans les villes qui oblige les plus pauvres à habiter loin de leur lieu de travail. C'est la disparition des services publics en campagne qui contraint la population



à parcourir des kilomètres pour trouver un bureau de poste, un médecin, l'agence Pôle emploi... voire une école. C'est la disparition organisée des trains de proximité, la fermeture de kilomètres de « petites » lignes et de gares qui contraignent à utiliser une voiture individuelle. Taxer les carburants ne va pas les faire revenir!

« Tout augmente... sauf les salaires! »

La période ouverte par la mobilisation autour du 17 novembre doit être l'occasion de mettre en avant des revendications essentielles qui ne peuvent en rester à la seule question de la hausse du carburant. Nous ne confondons pas l'impôt et les taxes. Si nous défendons un impôt fortement progressif sur le patrimoine, les revenus, les entreprises... nous combattons les taxes, dont le taux est identique pour tout le monde, que l'on soit smicard ou millionnaire. Ces impôts indirects aggravent les

inégalités en faisant payer massivement les moins riches d'entre nous qui sont aussi les plus nombreux... C'est la raison pour laquelle nous défendons la suppression de la TVA, à commencer par celle sur les produits de première nécessité. À l'inverse, il faudrait taxer les profits et, au-delà, réquisitionner les multinationales de l'énergie comme Total.

Nous avons besoin de développer les transports en commun pour en finir avec le « tout voiture », coûteux et nuisible pour l'environnement. Il s'agit de permettre à toutes et tous de se déplacer massivement en bus, tramway et métro dans les villes, en car ou train dans les départements, en augmentant massivement l'offre de transports collectifs, en les adaptant aux besoins (mode, maillage, fréquence...), et en les rendant gratuits. Augmentation de la CSG, baisse des APL, stagnation des salaires, désindexation des retraites, retour de l'inflation: autant de coups qui

provoquent une baisse globale de notre pouvoir d'achat alors que, dans le même temps, la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 atteint 5 millions d'euros par an, soit plus de 280 années de Smic (l'augmentation la plus forte de ces dix dernières années!). Nos revenus, salaires et pensions, doivent être augmentés de 300 euros net pour pouvoir enfin vivre dignement.

Reprenre l'initiative

Ces derniers jours, Macron manœuvre pour tenter de désamorcer la colère. La semaine dernière, son « itinérance mémorielle » a tourné à l'épreuve, au cours de laquelle il a été confronté à un large mécontentement sur le pouvoir d'achat. Lundi matin, il a dû convoquer en urgence une réunion interministérielle qui a accouché de la possibilité d'extension de la prime de reconversion automobile et du chèque énergie pour les revenus les plus modestes. Des propositions qui, si elles devaient être confirmées, seraient bien insuffisantes au vu de l'ampleur du mécontentement.

Ce samedi 17 novembre, de nombreuses initiatives (blocages, actions...) sont prévues, dans un cadre assez ambigu concernant les revendications et fluctuant sur la forme des actions, sur fond d'apolitisme revendiqué par les « gilets jaunes ». Le NPA apporte son soutien à toutes les initiatives locales, en particulier celles issues du mouvement social, qui permettront au 17 novembre de porter en toute clarté, et sans se mêler en aucune façon à l'extrême droite, les revendications du monde du travail. Au-delà de cette journée est plus que jamais posée la nécessité de construire une riposte d'ensemble contre la vie chère, pour l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, pour la justice sociale. La gauche sociale et politique doit reprendre l'offensive: il y a urgence.

Manu Bichindaritz

MARSEILLE

L'affairisme fait bon ménage avec la mort

Lundi 5 novembre, deux immeubles se sont effondrés en plein centre-ville de Marseille, causant la mort de huit personnes. Un troisième a dû être détruit par les marins-pompiers car il menaçait de s'effondrer à son tour. Puisque, dans ce quartier populaire et historique, les immeubles datant du 18^e siècle s'appuient les uns sur les autres, et puisque beaucoup de logements sont dans un état critique d'insalubrité, c'est tout un quartier qui pourrait s'effondrer.

L'image est cruelle, elle renvoie à la réalité d'une ville, et met à nu la monstruosité d'une politique urbaine qu'on savait désastreuse et vénales, et qui s'est avérée criminelle. Les marchands de sommeil jouent main dans la main avec la mairie le jeu abject du profit sur le dos des plus pauvres.

« Ce n'est pas la pluie »

L'un des immeubles effondrés, au numéro 63, était la propriété de Marseille Habitat, une société mixte

qui avait fait murer les entrées pour prévenir toute occupation illégale. L'immeuble voisin, qui s'est également effondré, le numéro 65, était composé de dix logements. Il avait fait l'objet le 19 octobre d'un arrêté de « péril grave et imminent », interdisant l'accès au premier étage, dont la stabilité avait été jugée douteuse, et pouvant mettre en danger l'ensemble de l'édifice, selon l'expert mandaté par le tribunal administratif. Des travaux urgents ont été préconisés. Le même jour,

les locataires de l'immeuble étaient pourtant autorisés à retrouver leur logement. Comment la ville a-t-elle pu permettre cette réintégration? Les travaux ont-ils été réalisés? Dans quelles conditions? Les questions demeurent. Il faudra des réponses. Sur les gravats accumulés, quelqu'un a déposé une affiche: « Ce n'est pas la pluie ». Si certains politiciens ont en effet accusé les intempéries, aucun habitant de Noailles n'est dupe. Et la tristesse digne de tout un quartier a vite laissé la place à la colère,

tandis que le maire de Marseille est longtemps demeuré silencieux, avant de prendre la parole seulement le 8 novembre à l'occasion d'une conférence de presse au cours de laquelle il n'aura exprimé ni regret ni excuse. Face à cela, il n'y aura ni oubli ni pardon.

Gentrification d'un centre populaire

Cette tragédie révèle en effet toute une politique, et sa logique de gentrification d'un centre populaire,

Un monde à changer

LA DÉLINQUANCE BANCAIRE SE PORTE BIEN. Dans le journal financier *les Échos* du 12 novembre, on apprend plusieurs nouvelles intéressantes. En novembre 2009, de hauts dirigeants de la banque étatsunienne Goldman Sachs ont eu une réunion avec des financiers et l'ancien Premier ministre de Malaisie; à l'ordre du jour, le blanchiment de 2,7 milliards de dollars détournés d'un fonds appartenant à l'État malaisien. Au total 4,5 milliards de dollars auraient été détournés de ce fonds initialement créé au prétexte de moderniser et financer des projets d'aide au peuple malaisien. Plusieurs autres banques sont suspectées dans cette affaire, dont le Crédit suisse ou encore la filiale luxembourgeoise de la banque privée Edmond de Rothschild. Inutile de dire que des commissions importantes ont été encaissées par les banquiers...

La banque UBS (Union des banques suisses) est quant à elle accusée aux États-Unis d'avoir sciemment trompé ses clients en leur vendant des titres pourris. Pour le même motif, la Bank of America a déjà dû payer une amende considérable (mais ses dirigeants vont bien, merci pour eux). Par ailleurs, UBS est actuellement en procès en France pour avoir

favorisé le transfert discret en Suisse de milliards d'euros (« entre 3,7 et 23 milliards d'euros selon les évaluations ») pour les faire échapper aux impôts français.

Voilà les nouvelles d'une seule journée! Tout cela n'empêche pas les banquiers de plastronner. Dans le même numéro des *Échos*, le patron de la Banque postale, Rémy Weber, déclare ainsi fièrement: « Nous sommes une banque citoyenne, nous devenons une banque complète ». Banque complète, cela veut dire faire du business comme le font les autres sans guère de scrupules. Et de menacer les cadres de la banque qui ne se couleraient pas dans le nouveau modèle: « Certains ont besoin de temps pour montrer leurs compétences. [...] Une minorité d'entre eux réalise que le métier ne correspond pas à ce qu'ils attendaient. La chance que nous avons, c'est que nous pouvons proposer à ceux qui le souhaitent d'autres postes dans le groupe. » Autrement dit, allez voir ailleurs!

Dix ans après la crise financière, en dépit des révélations multiples sur les malversations, les banquiers se portent bien et, en France, la Banque postale qui, jusqu'à présent, échappait à ce modèle, s'apprête à le rejoindre à marche forcée.

ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS

Radicalisation trumpiste contre poussée à gauche

Ni « raz-de-marée » démocrate, comme le pronostiquaient les sondages, ni « grande victoire » pour Trump, comme l'a tweeté le président des États-Unis au soir du 6 novembre, les récentes élections de mi-mandat aux États-Unis témoignent d'une polarisation de plus en plus forte dans la société étatsunienne: fixation et radicalisation de la base de Trump; poussée à gauche (continué) dans le Parti démocrate.

Les élections de mi-mandat sont toujours un test pour le président des États-Unis, avec le renouvellement de l'intégralité du Sénat et d'un tiers de la Chambre des représentants. Et si Donald Trump peut se satisfaire de la consolidation de sa majorité au Sénat, le basculement côté démocrate de la Chambre est évidemment une défaite personnelle du président.



WIKIMEDIA COMMONS

Trump limite les dégâts

À l'heure où ces lignes sont écrites, l'ensemble des résultats des élections du 6 novembre ne sont pas connus, avec entre autres un recompte des voix en Floride et diverses contestations suite à des irrégularités aux quatre coins du pays. Mais on peut déjà affirmer que, si Trump ne peut nullement se prétendre « vainqueur » des élections, sa campagne tout en brutalité, notamment contre les migrantEs, a mobilisé et radicalisé son électeur. L'Amérique rurale et blanche a voté massivement, comme en 2016, pour Trump, confortée par sa rhétorique ultra-nationaliste,

son discours sur la croissance et l'emploi et, pour une partie d'entre eux, sa politique fiscale. En revanche, son électeur s'effrite dans les centres urbains et les périphéries (banlieues « middle class »), certainEs électeurEs républicains peu convaincus par Trump ayant préféré se tourner vers des « Démocrates modérés » (en d'autres termes des centristes libéraux). Qui plus est, il convient de noter que Trump a bénéficié, indirectement, des pratiques de charcutage électoral à grande échelle dans les États dominés par les Républicains. Comme le rappelait la journaliste Laura Raim dans une interview à

Regards au lendemain des élections, « il y a eu une politique massive de ce que l'on appelle "la suppression d'électeurs" [...] pour évincer les jeunes, les pauvres, les noirs et les latinos des urnes. »

Polarisation inédite

Les Démocrates, qui n'ont pas réussi à reprendre le Sénat même s'ils ont obtenu, nationalement, environ 8 millions de voix de plus que les Républicains, ne peuvent guère se targuer d'avoir triomphé de Trump, même si leur prise de contrôle de la Chambre des représentants peut mettre en difficulté ce dernier, notamment en raison des diverses enquêtes ouvertes depuis son élection. Mais l'appareil du Parti démocrate ne sort pas grandi de cette élection, dont les résultats témoignent d'une poussée à gauche qui pourrait s'avérer, à terme, incompatible avec les orientations du second parti de la bourgeoisie étatsunienne.

Les élections très médiatisées d'Alexandria Ocasio-Cortez et de Rashida Tlaib, membres des Democratic Socialists of America (DSA),

témoignent ainsi d'une contestation de l'orientation de la direction démocrate, qui a tout fait, pendant les primaires, pour empêcher les courants et les personnalités de gauche de s'imposer. Au-delà de ces deux cas, les élections et/ou les excellents scores de candidatEs issus de groupes sociaux qui se sont fortement mobilisés contre Trump (femmes, latin@s, noirEs, musulmanEs...), est la condensation, sur le champ politique, des mouvements de masse qui ont eu lieu ces dernières années.

Ainsi, et ce sans avoir aucune illusion sur le Parti démocrate et sur les institutions étatsuniennes, force est de constater qu'une polarisation inédite s'est exprimée lors des élections: un encouragement pour les anticapitalistes et les mouvements sociaux aux États-Unis, même si la route est encore longue pour imposer une réelle alternative, sociale et politique, au système bipartisan, qui ne pourra se construire qu'en s'appuyant sur les mobilisations et en toute indépendance du Parti démocrate.

C.B.

où les mots de réhabilitation et de requalification sont surtout synonymes d'exclusion des populations. Laisser sciemment des immeubles vétustes se dégrader pour mieux justifier leur évacuation aura donc conduit à la mort. Et ce n'est que le dernier drame d'une série trop longue.

Après l'effondrement, cet été, d'un balcon dans le troisième arrondissement, entraînant la mort d'une jeune enfant; après la légionellose dans l'eau à la cité Air-Bel; après les écoles gravement dégradées dans nombre d'arrondissements et leurs toits qui s'effondrent; sans parler de l'absence quasi générale de transport public digne de ce nom qui reliait les quartiers nord au centre... Il ne fait décidément pas bon, à Marseille, vivre dans les quartiers défavorisés! Certes, rénover l'habitat insalubre coûte cher. Aujourd'hui, ce sont

des vies qui en paient le prix: mais que valent ces vies pour ces élus?... Et pourtant, de l'argent, il y en a pour construire un hôtel 4 étoiles sur la Canebière, ou un mur à 390 000 euros pour protéger un chantier de gentrification à quelques rues des immeubles effondrés, autour du quartier de la Plaine, projet largement rejeté par les habitantEs. L'image est accablante: alors qu'un immeuble s'effondre ici, on lève plus loin des murs pour protéger des travaux de requalification imposés sans concertation.

Rentabilité à outrance

Pendant que la mairie de Jean-Claude Gaudin vend la ville aux affairistes et aux promoteurs pour y implanter des tours aussi coûteuses qu'inutiles et des immeubles de bureaux, on laisse se dégrader des bâtiments où ne vivent finalement « que » des

#BALANCE TON TALUD'S C'EST BIEN !!!



populations paupérisées, jeunes, des personnes âgées, et/ou issues de l'immigration.

Samedi 10 novembre, près de 10 000 personnes se sont donné rendez-vous au cours Julien pour rendre hommage aux victimes. Alors que le cortège traversait un des axes principaux de la ville, le cours Lieutaud,

un balcon s'est effondré sous les yeux des participantEs, blessant 3 passants. Pourtant, ce jour-là, il ne pleuvait pas. En arrivant devant la mairie, la tristesse s'est alors mêlée à une colère palpable tout au long du défilé: « Gaudin assassin! », « Gaudin démission! » De sa maison solide, le maire n'a pas daigné sortir, mais rien d'étonnant quand on sait qu'il a attendu 3 jours avant de se rendre sur le lieu du drame. « On est venus te chercher », criaient quelques participantEs manifestement impatientes. Le 5 novembre, la politique capitaliste inhumaine de rentabilité à outrance a encore tué. Il est plus que temps de changer tout cela. Ce qui s'est effondré lundi, ce ne sont pas seulement des immeubles: c'est la logique d'un monde qui ne peut produire que des drames. Que ce monde à son tour s'effondre.

CorrespondantEs

Le chiffre

25% C'est, selon le rapport annuel du Secours catholique, la proportion, parmi les personnes accueillies, de celles et ceux qui pourraient bénéficier d'une aide sociale mais qui ne la touchent pas. Un chiffre en augmentation, qui suit l'évolution du taux de non-recours suite à un refus. En cause, « le renvoi de guichet à guichet, l'accueil téléphonique par répondeur et la difficulté d'accès au guichet pour cause de transport ». Et dire qu'il y en a encore pour déclarer que « les pauvres profitent des aides sociales »...



Agenda

Vendredi 23 novembre, Marche contre les centres de rétention, Paris. À 14h30, Services centraux du ministère de l'Intérieur, 18/20 rue des Pyrénées, M° Porte de Vincennes.

Samedi 24 novembre, manifestation contre les violences sexistes et sexuelles, Paris. Départ à 14h de Madeleine en direction de République, M° Madeleine (lignes 8, 12 et 14).

Samedi 24 novembre, assemblée ouverte « Quelle situation, quelles luttes dans les foyers de travailleurs immigrés aujourd'hui? », Paris 20°.

À 14h, à la 20° Chaise, 38 rue des Amandiers, M° Père-Lachaise. Appelée par: Comités de résidents des foyers du 20°, CSP 20, 20° Solidaires, Copaf...

Samedi 24 novembre, projection-débat En guerre avec Philippe Poutou, Saint-Ouen-l'Aumône (95).

En soutien aux ouvriers de Ford Blanquefort à l'occasion de la sortie de l'ouvrage collectif *Ford Blanquefort, même pas mort*. Cinéma Utopia, 1, place Pierre-Mendès-France, Transilien-H, RER-C Saint-Ouen-l'Aumône.

NO COMMENT

« Le patriotisme est l'exact contraire du nationalisme. »

EMMANUEL MACRON, discours lors du centenaire du 11 Novembre.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SEINE-SAINT-DENIS

Justice au rabais pour les pauvres

Dans une tribune publiée dans le Monde le 5 novembre, les quinze juges pour enfants du tribunal de Bobigny lançaient un appel : « Nous sommes devenus les juges des mesures fictives alors que les enjeux sont cruciaux pour la société de demain : des enfants mal protégés, ce seront davantage d'adultes vulnérables, de drames humains, de personnes sans abri et dans l'incapacité de travailler. »

Dans leur tribune, les juges dénoncent le manque de moyens pour la protection de l'enfance en Seine-Saint-Denis. Il s'écoule ainsi jusqu'à 18 mois entre l'audience au cours de laquelle la décision de protection est prononcée par le juge des enfants et la prise en charge par un éducateur. « Près de 900 mesures, soit 900 familles sont en attente. Nous en connaissons les raisons : un manque flagrant de personnel, lié aux restrictions budgétaires, dans un contexte où la dégradation des conditions du travail éducatif et social en Seine-Saint-Denis rend plus difficiles les recrutements. En Seine-Saint-Denis, des mineurs en détresse ne peuvent ainsi plus recevoir l'aide dont ils ont besoin, faute de moyens financiers alloués à la protection de l'enfance par le Conseil départemental, tributaire en partie des dotations de l'État. »

« Des mesures exceptionnelles pour un département exceptionnel »

C'est la même chose pour les audiences pénales, faute de greffiers en nombre suffisant. Les jugements sont notifiés dans des délais pouvant atteindre une année, ce qui enlève du sens et de la lisibilité à l'action judiciaire, augmente le sentiment d'insécurité de la population : « Que faut-il répondre aux parties civiles qui attendent leur indemnisation pour un vol avec violence ou un cambriolage pourtant déjà jugé ? »

Cette situation fait écho à celle déjà décrite par la procureure de la République de Bobigny lors de l'audience solennelle de rentrée, le 29 janvier 2018, qui reconnaissait l'état dégradé de la justice en Seine-Saint-Denis : « Quand le taux national de poursuites est de 50% des affaires poursuivables, il est de 31% ici. La délinquance économique et financière prospère, l'habitat indigne gagne du terrain ». Elle réclamait « des mesures exceptionnelles pour un département exceptionnel ».

Ni un hasard ni une fatalité

On est loin du compte à tous les niveaux ! Au contraire, la violence et la loi du plus fort prospèrent en même temps que grandissent les injustices et que reculent les services publics dans ce territoire. Et ce n'est pas un hasard, ni une fatalité, mais bien le résultat de la politique ultralibérale menée par les gouvernements successifs, dans la continuité desquels celui de Macron se situe.

En parallèle, l'emprisonnement des mineurEs connaît une hausse très importante : + 16,6% au niveau national en 2017, un record depuis 15 ans, auquel il faut ajouter les quelque 1500 mineurEs de 13 à 18 ans placés dans les centres éducatifs fermés qui sont des lieux de privation de liberté à l'égal de la prison.

Une éducatrice de la PJJ en Seine-Saint-Denis témoigne : « La plupart des parents de nos jeunes cumulent deux ou trois emplois, ils partent de la maison à 5 heures du matin et reviennent à 21 heures... La présence parentale est happée par la précarité... 100% des jeunes que je suis ont lancé des appels à l'aide à travers leurs actes de délinquance. Il y a aussi des profils psychologiques. » Elle constate « l'effondrement de divers secteurs du service public : la santé, les services de soins CMPP/CMP [centres médico-psychologiques et médico-psycho-pédagogiques] et la Protection de l'enfance, missions confiées au département qui ne fait pas face aux problématiques rencontrées en ce qui concerne le 93 ». Et elle ajoute : « Les jeunes les plus en difficulté se retrouvent alors être les moins aidés. »

Correspondante

« PLACE PUBLIQUE » Raphaël Glucksmann : un petit Bonaparte à gauche ?

Ce sera sans doute une vaguelette sans lendemain, mais le mouvement « Place publique » lancé par l'écrivain médiatique Raphaël Glucksmann est significatif d'un climat politique propice aux initiatives individuelles.

Raphaël Glucksmann, outre l'écriture de quelques livres, a eu un parcours accidenté qui l'a conduit à défendre plus ou moins bien des causes honorables (Tchéchénie, Rwanda et, plus récemment, accueil des migrants en France) mais aussi à être conseiller politique d'un président géorgien, et enfin à soutenir Benoît Hamon à la présidentielle ; le tout en faisant, depuis ces dernières années, des chroniques dans la presse et à la radio, et en dirigeant pendant quelques mois le *Nouveau Magazine littéraire*, qu'il a quitté pour cause de désaccords avec le propriétaire Claude Perdriel, qui l'accusait d'anti-macronisme. En octobre dernier, il a lancé avec d'autres intellectuels « Place publique », présenté comme un mouvement « citoyen, écologiste et solidaire » et pro-européen.

Un tissu de bonnes paroles

« Place publique » s'affirme comme « un mouvement politique assumé, mû par l'urgence d'agir et la nécessité de changements structurels pour répondre aux périls écologique et démocratique. » Son manifeste s'intitule « Agir avant qu'il ne soit trop tard ». Nul plus que le NPA n'est persuadé qu'il faut agir avant qu'il ne soit trop tard. C'est ce que nous disons quotidiennement dans notre activité militante et dans nos



rare interventions médiatiques ; c'est ce que nous dirons, d'une façon ou d'une autre, l'an prochain lors des élections européennes. Mais, en l'espèce, pour ce qui est de l'initiative de Raphaël Glucksmann, la ficelle est un peu grosse. Son manifeste, outre un éloge des initiatives multiformes des associations (dont certaines, en particulier, dans le domaine de l'aide aux migrantEs, font effectivement un travail essentiel) est en effet un tissu de bonnes paroles. Dans une récente interview à *l'Obs*, Glucksmann expliquait ainsi, comble de

l'originalité, « [qu]il est nécessaire de renforcer la conception active de la citoyenneté, de résorber la coupure entre les institutions et les citoyens ». « Pour un nouveau contrat social », la dernière partie du livre de Glucksmann paru en octobre, *les Enfants du vide*, n'est guère plus précise. Une vague feuille de route est esquissée, qui forme « un horizon politique et non un programme de gouvernement », précise l'auteur : démocratie directe ; écologie politique ; service citoyen universel et revenu universel ; lutte contre les lobbys ; décentralisation ; pacte fiscal. Le tout mâtiné

de défense de « l'idée républicaine » et de « l'idée européenne ».

Occuper un espace politique

« Place publique » se proclame « 100% société civile ». Les partis politiques n'ont pas la cote. Macron et Mélenchon s'en sont passés pour se lancer dans la bataille présidentielle de 2017. On comprend ce rejet des partis quand on voit la gabegie et les promesses trahies de ceux qui se sont succédé au pouvoir depuis des décennies. Mais il ne suffit pas de prétendre faire autre chose pour instaurer un fonctionnement démocratique plus transparent : La République en marche et, d'une autre façon, La France insoumise (FI) le montrent.

En fait, il s'agit pour Glucksmann d'essayer de s'insérer dans l'espace politique situé entre Macron et Mélenchon. Il a fait un diagnostic, pas forcément erroné, des réticences et oppositions que suscitent les deux personnages, ainsi que des difficultés du mouvement de Benoît Hamon et d'Europe écologie-les Verts. Il lance donc à sa façon, médiatique et quelque peu mondaine, une initiative bonapartiste au petit pied pour tenter de fédérer l'espace entre LRM et la FI. Nul ne peut en prévoir le devenir : peut-être tout cela se soldera-t-il par une alliance avec Hamon aux européennes.

Henri Wilno

CENTENAIRE DU 11 NOVEMBRE Commémoration de la grande guerre par Macron : le retour du refoulé

Toute la semaine écoulée, Macron s'est offert une « itinérance mémorielle » à travers les territoires du Nord et de l'Est ravagés par la Première Guerre mondiale... Et plus récemment sinistrés par le chômage et les fermetures d'usines, ce que n'ont pas manqué de lui rappeler de nombreux travailleurEs qu'il a rencontrés lors de « bains de foule » ratés.

Les platitudes convenues sur les horreurs du conflit passé, le sacrifice obligatoire de toute une génération d'hommes et les serments renouvelés du « plus jamais ça » n'ont pourtant guère fait recette parmi la population.

Provocation mémorielle

Pour relancer la machine, Macron, avec sa désinvolture habituelle, a cru judicieux de détourner l'attention de la grogne sociale ambiante en multipliant les sorties provocatrices. Il a qualifié le maréchal Pétain de « grand soldat » de la Première Guerre mondiale en dépit des « choix funestes » fait pendant la Seconde, et n'excluant donc pas à ce titre de lui rendre hommage avec les autres chefs militaires de 1914-1918. Cette minable opération de com' sur le dos des victimes de Vichy comme des fusillés de 1917, sous la forme d'un appel du pied en direction de l'extrême droite, a suscité un tollé général. Ce qui a permis au pouvoir d'échapper pendant quelques heures à la polémique sur les augmentations de carburant ?



La guerre c'est la paix

Pour conclure cette semaine de déclarations tonitruantes sur la « nation combattante » et ses « grands soldats », Macron, qui n'en est désormais plus à une contradiction près, s'est dressé dans son discours commun avec Angela Merkel contre le retour « des passions tristes » et de la « lèpre nationaliste ». Une autre déclaration surréaliste de la

part d'un chef d'État qui se flattait deux jours avant de « continuer le travail » d'expulsion des migrantEs sans-papiers, et qui soutient les ventes d'armes à l'Arabie saoudite dans sa sale guerre au Yémen ! Cette semaine de propagande orwellienne s'est finalement achevée comme il se devait par une cérémonie pompeusement intitulée « Forum sur la paix » et réunissant la fine fleur des

autocrates, dictateurs et criminels de guerre mondiaux, soigneusement séparés d'une foule clairsemée par un important dispositif de sécurité de plusieurs milliers d'hommes. Cette farce sinistre aura au moins l'avantage de rappeler que les peuples du monde entier n'ont rien à attendre de ces improbables « faiseurs de paix ».

Étienne Bridel

REPORTAGE Le Pakistan, otage des religieux

La Cour suprême pakistanaise a déclaré Asia Bibi innocente du crime de blasphème pour lequel elle avait été condamnée à mort. Des mouvements religieux ont riposté, appelant à paralyser le pays en bloquant les routes, ouvrant une crise politique majeure. Notre camarade Pierre Rousset se rendait à Lahore précisément à ce moment. Reportage.

La gauche radicale au Pakistan a célébré, du 9 au 11 novembre, le cinquantième anniversaire des soulèvements de 1968-1969, une crise plus profonde que celle que nous avons connue en France. Je suis invité pour présenter notre Mai 1968. Un groupe de mullahs, revenant d'une visite à la Mecque, est dans l'avion qui nous conduit à Lahore. Ils sont aimables avec moi, mais pas avec leurs consœurs. Je suis par deux fois obligé de changer de place, car ils ne veulent pas s'asseoir à côté d'une femme. Ma voisine pakistanaise, cheveux au vent, est tendue. L'hôtesse de l'air finit par ne plus cacher son exaspération. Ambiance.



DR

Asia Bibi est une chrétienne, employée agricole, pauvre, mère de cinq enfants. Voilà près de dix ans qu'elle est incarcérée, condamnée à la peine capitale. La Cour suprême a reconnu que l'accusation était inconsistante et que tout laissait à penser qu'elle était victime d'une vengeance. La loi sur le blasphème est initialement un héritage de la colonisation britannique, mais elle a été durcie en 1986, sous le régime du général Zia-ul-Haq qui a islamisé l'État pour conforter sa dictature. Depuis, cette loi a été maintes fois utilisée lors de conflits confessionnels, pour régler des comptes personnels ou prendre possession de biens convoités. La plupart des victimes sont musulmanes, mais les minorités religieuses (3% de la population) sont sous menace

constante d'épuration religieuse, des villages entiers pouvant être attaqués.

Pressions des fondamentalistes

Toute personne accusée de blasphème ou qui s'élève contre cette loi est en danger de mort. Les juges de la Cour suprême, les avocats qui ont défendu Asia Bibi, ses proches sont aujourd'hui menacés. Dans cette situation de crise, tenir malgré tout les réunions est perçu comme un acte de résistance. Je rencontre des étudiantEs, elles et ils craignent de n'être que trois ou quatre, mais sont près de 30. Puis je passe une journée avec des membres et sympathisantEs de la Quatrième Internationale. Ce devait être une rencontre nationale. La participation est réduite, même les syndicalistes des

banlieues de Lahore n'ont pu venir : les portes de la ville sont bloquées ; mais la réunion s'est tenue.

Le week-end, l'organisation La Lutte (The Struggle), proche de la Quatrième Internationale, tient son congrès. Ils prévoyaient d'être 2000. Malgré les blocages de routes, ils sont quand même plus de 1600 : un succès, même si la participation féminine est réduite (il est très dangereux pour les femmes de se déplacer quand les mullahs bloquent les routes). Leur congrès se tient sous une large banderole célébrant leurs années 1968-1969. Alors, vu les circonstances, la présence d'un Français ayant vécu cette décennie est doublement appréciée : l'affirmation d'une solidarité en temps de crise. Se déplacer est un casse-tête constant, mais l'état se desserre. Sous la pression, le gouvernement passe un compromis avec le TLP qui peut faire appel du jugement de la Cour suprême. Imran Khan, le nouveau Premier ministre, a été élu avec l'appui des militaires et en cajolant les fondamentalistes. C'est bien le problème du Pakistan. Les gouvernements successifs ont régulièrement cédé aux exigences des fondamentalistes. Comment revenir en arrière ? J'ai pu rejoindre sans encombre l'aéroport pour mon vol de retour – mais le sort d'Asia Bibi est toujours en suspens. Est-elle dans un lieu secret en sécurité ? On ne sait. Les pressions internationales sont considérables et Imran Khan doit en tenir compte. Espérons.

Pierre Rousset

Le monde en bref

Palestine Libérez Khalida Jarrar! Khalida Jarrar, élue au Conseil législatif palestinien sous l'étiquette du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), est détenue dans une prison israélienne depuis le 2 juillet 2017, sous le régime de la détention administrative. Cette procédure permet à l'armée de maintenir quiconque en prison, pour des périodes de trois à six mois renouvelables à l'infini, sans chef d'inculpation et sans qu'aucune preuve ne soit produite. C'est sous ce régime que Salah Hamouri a été détenu pendant plus d'un an jusqu'à sa récente libération, sur la base d'un « dossier secret » auquel la défense n'avait pas accès, au mépris de toutes les conventions internationales.



DR

Notre camarade Khalida Jarrar vient de voir sa détention reconduite, pour la quatrième fois consécutive, pour une durée de quatre mois. Raison invoquée (sans aucune preuve) : elle serait une « menace » pour la sécurité d'Israël. Khalida a déjà été emprisonnée entre le 2 avril 2015 et le 3 juin 2016 pour le même motif, et sans aucun élément incriminant. De toute évidence, ce qui « menace » Israël est sa volonté maintenue de poursuivre la lutte contre l'occupation et de ne pas se soumettre aux menaces et aux pressions israéliennes. Khalida Jarrar n'a rien à faire dans les prisons israéliennes, à l'instar des près de 6 000 prisonnierEs politiques palestiniens. Pour le seul mois d'octobre, ce sont ainsi pas moins de 511 PalestinienEs qui ont été détenus par Israël, parmi lesquels 71 mineurEs, et 73 détentions administratives qui ont été prononcées. La « seule démocratie du Moyen-orient » vous salue bien.

Birmanie/Myanmar Amnesty International retire un prix à Aung San Suu Kyi.

En 2009, Amnesty International avait attribué à l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, alors assignée à résidence, le statut d'Ambassadrice de conscience de l'ONG. La « plus prestigieuse distinction » que puisse attribuer Amnesty, qui saluait alors « sa lutte pacifique et non violente pour la démocratie et les droits humains ». 9 ans plus tard, Amnesty a annoncé, le 12 novembre, que ce prix était retiré à Aung San Suu Kyi, devenue depuis lors (en avril 2016), dirigeante du gouvernement de Birmanie/Myanmar. En cause, les « multiples violations des droits humains » que son gouvernement a « activement contribué à commettre ou à perpétuer ». Quelques extraits de la déclaration d'Amnesty : « Durant la violente campagne déchaînée contre les Rohingyas l'an dernier, les forces de sécurité birmanes ont tué des milliers de personnes, violé des femmes et des jeunes filles, détenu et torturé des hommes et des garçons, et réduit en cendres des centaines de maisons et de villages. Plus de 720 000 Rohingyas se sont réfugiés au Bangladesh. Un rapport de l'ONU a demandé que les hauts responsables militaires fassent l'objet d'enquêtes et soient poursuivis pour le crime de génocide. S'il est vrai que le gouvernement civil n'a pas le contrôle sur l'armée, Aung San Suu Kyi et son gouvernement ont soustrait les forces de sécurité à l'obligation de rendre des comptes en réfutant, minimisant ou niant les allégations de violations des droits humains et en entravant les investigations internationales sur ces violations. Son gouvernement a avivé l'hostilité envers les Rohingyas, les qualifiant de « terroristes », les accusant de brûler leurs propres maisons et dénonçant des « viols simulés ». [...] Son gouvernement n'a pas abrogé les lois répressives – y compris celles qui ont servi à détenir Aung San Suu Kyi et ceux qui ont fait campagne pour la démocratie et les droits fondamentaux. Au contraire, elle a activement défendu le recours à ces lois, en particulier la décision de poursuivre et d'emprisonner deux journalistes de Reuters pour leur reportage sur un massacre commis par l'armée birmane. » Une décision que nous ne pouvons que saluer.

ÉTATS-UNIS « Réintroduire la grève comme arme commune dans le mouvement syndical et la classe ouvrière »

Entretien. Andrew Tillett-Saks est directeur de la section locale 217 de UNITE HERE (Connecticut), syndicat des employéEs d'hôtel. Il revient avec nous sur la grande grève qui touche le secteur depuis un mois : 8 000 employéEs de la compagnie Marriott sont en grève dans huit villes.

Des milliers d'employéEs d'hôtel ont débrayé dans huit villes. Quelles sont leurs revendications ?

Il y a différentes revendications dans les différents endroits. À Chicago, la revendication principale c'est d'être couvert par l'assurance santé toute l'année : précédemment les entreprises licenciaient les employés pendant les périodes creuses et ils perdaient leur assurance santé. Cela a changé suite à une grève victorieuse. Dans beaucoup de grèves contre Marriott, une question centrale est celle de la technologie, s'assurer que les salaires des employés ne baissent pas suite à une perte d'heures due à la mécanisation plus importante du travail. Il y a donc des revendications différentes, mais le fil conducteur c'est que ce sont des grèves offensives. Ce ne sont pas des grèves, comme c'est devenu l'habitude aux États-Unis, qui sont juste une réponse à l'offensive des capitalistes. Au contraire, les travailleurs et leurs syndicats essaient d'améliorer de manière significative ce qu'ils ont et pas juste protéger ce qu'ils ont déjà. Cela charrie une impression de force, de courage et de volonté de se battre chez les syndicats et les travailleurs à la base.



DR

Quel est le niveau d'implication des travailleurEs dans cette grève ?

La réponse à cette question est nuancée. Les membres sont fortement impliqués dans ces grèves. Chaque hôtel qui est en grève a connu des votes de validation de la grève écrasants, et a eu une large majorité de travailleurs participant à la grève et refusant de bosser. En ce sens, ce sont des grèves des travailleurs de base, menées par les travailleurs de base. Cependant, concernant la stratégie et la coordination des grèves, elles ont été menées par les permanents du syndicat. Le mouvement syndical US

est très majoritairement conduit par les permanents. Ça a été un processus réflexif dans le syndicalisme, où les syndiqués de base ont été exclus de la direction du syndicat, ce qui a érodé toute culture de participation et d'initiative. Cependant, la très bonne décision, militante, des permanents d'appeler à la grève de manière aussi large va créer, je crois, une nouvelle vague d'énergie chez les syndiqués de base et une volonté de participer plus profondément à la vie syndicale. La question est de savoir si le syndicat va être capable et va avoir la volonté de tirer bénéfice de cela et de diriger

tous ces nouveaux leaders issus de la base vers une nouvelle forme et une nouvelle culture de direction dans le syndicat.

Est-ce que tu vois ce conflit comme un exemple pour les autres sections locales de UNITE HERE ?

Elles sont sans aucun doute possible des exemples pour les autres sections locales de UNITE HERE. Ici aux États-Unis, l'arme de la grève a disparu des syndicats, avec des syndicats et des travailleurs trop peureux pour mettre en action un muscle devenu atrophié. Nous sommes en train de reconstruire ce muscle très important. Plus il y a de grèves, plus des discussions ont lieu chez les travailleurs sur la grève comme possibilité ; il y a cinq ans on ne parlait jamais de ça. Ce sont les grèves d'enseignants qui ont été l'étincelle pour que UNITE HERE parle de grève, ainsi que le courage des travailleurs dans les autres villes. Pour la première fois dans notre syndicat, les travailleurs commencent à ressentir le sentiment de leur propre force. La suite nous dira si la direction du syndicat, les travailleurs de base, se saisissent du moment. En espérant que l'on puisse réintroduire la grève comme une arme commune dans le mouvement syndical US et la classe ouvrière, cela serait un changement majeur pour la lutte de classe aux États-Unis. **Propos recueillis par Stan Miller**

Le 10 octobre, Jean-Paul Delevoye, haut commissaire chargé des retraites, et Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, ont reçu l'ensemble des organisations syndicales pour présenter les premières pistes de la réforme des retraites du quinquennat Macron. Après des mois de prétendue « consultation citoyenne » et de « concertation » avec les syndicats, les annonces du gouvernement sont restées délibérément floues, mais le calendrier de la contre-réforme se dessine désormais nettement.

Le pouvoir voudrait rééditer la stratégie qui lui a réussi pour la réforme du code du travail.

Un cadre très contraignant et « non négociable » étant fixé, l'exécutif voudrait continuer à engluier et paralyser pendant encore des mois (jusqu'en mars ou avril 2019) les organisations syndicales dans une multitude de réunions sur les « modalités d'application » de son projet, espérant obtenir, moyennant quelques concessions mineures, le soutien d'au moins une partie d'entre elles. Il laisserait passer ainsi l'échéance des élections européennes. Il pourrait ensuite rapidement abattre ses cartes à la veille des congés pour faire voter sa loi à la hâte pendant l'été ou au début de l'automne 2019, et prendre ainsi de court toute velléité de mobilisation.

La réforme des retraites de 2019 sera l'un des moments clés de l'offensive libérale du quinquennat Macron. Sous des dehors « techniques » (la retraite « par points ») et au nom de « l'équité » (un seul régime donnant les mêmes droits à toutes et tous), la réforme Buzyn/Philippe/Macron constitue un basculement « systémique » irréversible. Elle démantèlerait un pan entier de la Sécurité sociale, condamnant la majorité des salariés à un travail sans fin ou une retraite dans la gêne ou la pauvreté. Elle ouvrirait une brèche dans laquelle les assurances privées pourraient s'engouffrer.

Dans le contexte d'une colère sociale montante et d'un discrédit croissant du pouvoir, l'adoption de la contre-réforme des retraites pourrait s'avérer plus difficile que Macron et son gouvernement ne le prévoyaient, à condition de ne pas se laisser enfermer dans le calendrier qu'ils veulent imposer, et d'engager dès aujourd'hui la mobilisation.

Dossier préparé par la commission nationale santé-sécu-social du NPA

Des informations sur les retraites, la santé, la Protection sociale, le social et les analyses du NPA sur le site <http://sante-secu-social.npa2009.org/>

RETRAITES

DÈS AUJOURD'HUI, COMPRENDRE, EXPLIQUER ET... MOBILISER

1945-2018: DES PROGRÈS AUX RECULS

Le système de retraite actuel a été créé en 1945 dans le cadre de la Sécurité sociale. C'est le fruit du rapport de forces de cette période. Dès 1953, le gouvernement de droite dirigé par Laniel tente de profiter du mois d'août pour imposer un recul de l'âge de la retraite des fonctionnaires de 58 à 65 ans pour les services actifs. Après trois semaines de grève générale des fonctionnaires, il renonce à appliquer les décrets-lois.

Dès lors, les gouvernements sont prudents et les retraites s'améliorent pendant plus de 25 ans : prise en compte des 10 meilleures années pour le calcul des pensions qui passent de 40 à 60% du salaire (1971), retraite complémentaire obligatoire (1972), retraite à 60 ans au lieu de 65 (1982)...

Attaques successives

Mais en 1991 Michel Rocard publie le *Livre blanc sur les retraites*.

L'organisation des retraites en France

Il y a actuellement 35 régimes de base obligatoires :

- Le régime général des salariés du privé et des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques
- Les régimes spéciaux de la fonction publique et des entreprises publiques
- Les régimes des professions libérales et des agriculteurs

Ce sont des régimes par répartition. La pension dépend de la durée de travail et des cotisations sociales versées. Des dispositifs de « solidarité » tiennent compte des périodes sans emploi, du nombre d'enfants, de l'absence de revenu. L'adhésion à un organisme de retraite complémentaire, en répartition et par points, est aussi obligatoire et il est possible de souscrire à des assurances retraite individuelles ou collectives et par capitalisation donc risquées.

Sous prétexte du vieillissement de la population et des difficultés de financement à venir du système, il prône l'allongement de la durée de cotisation, l'augmentation du nombre d'années prises en compte dans le calcul

du montant des pensions et leur indexation sur l'inflation et non plus sur les salaires. Il envisage aussi la création de régimes supplémentaires par capitalisation. Toutes ces propositions ont été mises en œuvre par la suite :

- Allongement de la durée de cotisation pour la retraite à taux plein des salariés du privé à 40 ans, calcul du montant des pensions sur les 25 meilleures années et revalorisation des pensions sur l'indice des prix et non plus sur l'évolution des salaires, plus importante (1993) ;
- Tentative d'aligner les retraites du public sur le privé mise en échec à la suite de trois semaines de grève et du blocage du pays (1995) ;
- Alignement sur le privé des conditions de départ à la retraite pour la fonction publique (2003) et les régimes spéciaux (2008) ;
- Création de nouveaux produits d'épargne retraite par capitalisation (2003) ;
- Report à partir de 2018 de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans pour le public, le privé et les régimes spéciaux (2010) ;
- Allongement progressif de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans pour les générations de 1958 et suivantes (2013).

PANORAMA DES RETRAITES EN FRANCE

LES RETRAITES OBLIGATOIRES

| Les retraites de la Sécurité sociale | | | Les retraites complémentaires | |
|--|--|--|---|---|
| Personnes concernées | Les régimes et les organismes | Caractéristiques du système | Les organismes | Caractéristiques du système |
| Salariés du privé | Régime général La Cnav et la Carsat (province) | La retraite est une des branches de la sécurité sociale. Elle est gérée par un des 35 régimes de Sécu. C'est un système | Pour tous les salariés: l'Arcco Pour les cadres: l'Agirc. Arcco-Agirc au 01/01/19 (fusion) | Par répartition et par point calculés à partir du montant des cotisations versées |
| Agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques | Régime général La Cnav et la Carsat (province) | – par répartition : les cotisations versées par les actifs financent immédiatement les pensions, | Institut de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (Ircantec) | Contributif avec des dispositifs de solidarité divers et beaucoup moins importants que dans les régimes de base |
| Salariés de la fonction publique territoriale et hospitalière | Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (Cnracl) | – en annuités : le décompte des droits se fait à partir de la durée de cotisation exprimée en trimestres, | | |
| Salariés de l'État | Services des pensions de l'État | – contributif : le montant des pensions dépend des cotisations sociales versées, | La retraite additionnelle de la fonction publique (Rafp) | La Rafp est un « régime de retraite par répartition provisionnée » = par capitalisation |
| Salariés des régimes spéciaux: SNCF, militaires, industrie électrique et gazière, RATP, Banque de France, marins, mines, Opéra, etc. | | – solidaire : des dispositifs existent pour tenir compte: 1. des périodes sans emploi (chômage, maladie, maternité) 2. de la charge des enfants (validation de trimestres supplémentaires pour le calcul des pensions) 3. des personnes ne disposant d'aucun revenu ou de très peu de revenus avec la création d'un minimum vieillesse (En 2018, 833 euros par mois pour une personne seule sans ressources) | | La plupart des régimes spéciaux gèrent à la fois les régimes de base et les complémentaires |
| Salariés de l'agriculture | Mutualité sociale agricole (MSA), alignée sur le régime général | | L'Arcco et l'Agirc | Par point |
| Commerçants et artisans | Régime social des indépendants (RSI), associé au régime général | | Le RSI | Par point |
| Professions libérales | Caisse d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL) | | CNAVPL | Par point pour le régime de base et les caisses complémentaires |

LES RETRAITES FACULTATIVES

Les « retraites additionnelles » sont des produits d'épargne individuelle ou collective (par entreprise). C'est un système essentiellement par capitalisation avec les risques inhérents à ce dispositif: le montant des pensions dépend des marchés financiers et des taux d'intérêt, il est donc possible de perdre la totalité de l'investissement. Les différents gouvernements ont néanmoins encouragé ce système en accordant des avantages fiscaux aux souscripteurs.

LE MEDEF EN A RÊVÉ, MACRON VEUT LE FAIRE: LE «BIG BANG» DES RETRAITES

Pourquoi une nouvelle contre-réforme?

Le choix d'engager une nouvelle contre-réforme des retraites, avec les risques de confrontation sociale qu'elle implique, peut paraître surprenant. Les mesures prises par les gouvernements précédents ont produit leurs effets. Elles ont «ramené à l'équilibre» les régimes de retraites sur le dos des salariéEs actifs, contraints de travailler plus longtemps, et des retraitéEs dont les pensions ont diminué et vont continuer de baisser.

Mais pour le patronat et son personnel politique ce n'est pas assez. Ils veulent en finir avec les «réformes» à répétition, sources de conflits sociaux, et opérer un basculement irréversible vers un système libéral. Ils estiment que pour les retraites, comme pour la maladie et le chômage, l'heure du «big bang» a sonné.

Un ajustement automatique

Les régimes de retraite actuels, dits «de base» (régime général de la Sécurité sociale ou régimes spéciaux), présentent à leur yeux un gros inconvénient : chaque nouvelle offensive pour maîtriser ou réduire les dépenses suppose de nouvelles décisions politiques impopulaires. Ces modifications sont susceptibles de provoquer des mobilisations de masse, comme l'ont prouvé les grèves de 1995, 2003, 2010 ou 2013.

Le rêve du patronat est de passer à un système qui ajusterait automatiquement les recettes et les dépenses, année après année, sans discussion possible. C'est ce rêve qu'entend réaliser Macron. Dans son programme, il préconisait un système où il n'y aurait «plus besoin de réformes successives, qui changent les règles et sont anxieuses et sources d'incertitude»...

Un système «universel»... nivelé par le bas

Agitant le chiffon rouge des «42 régimes de retraite» existants, dénoncés comme source d'inégalités, le programme d'En Marche faisait la promesse suivante: «Nous créerons un système universel de retraite où un euro cotisé donne les mêmes droits, quel que soit le moment où il a été versé, quel que soit le statut de celui qui a cotisé.» Le problème est que cette «égalisation» se fera par le bas, dans le contexte des politiques d'austérité

et de diminution de la dépense publique menées par le pouvoir. Comment fonctionnerait le nouveau système unique? En cotisant tout au long de sa carrière professionnelle, le ou la salariéE accumulerait des «points» qui seraient convertis en pension au moment du départ en retraite.

Le programme de Macron affirmait ce qui suit: «Le total des droits accumulés sera converti au moment de la retraite en une pension, à l'aide d'un coefficient de conversion fonction de l'âge de départ et de l'année de naissance. L'allongement de l'espérance de vie est donc pris en compte en continu, au fil des générations. Dans la durée, la réforme aura bien un effet financier en garantissant un équilibre sur le long terme.»

Ainsi, la valeur du «point» au moment où le ou la salariéE cotise, et celle au moment de la conversion en pension ne seraient pas connues à l'avance. Elles résulteraient de calculs complexes, faits chaque année, hors de tout débat public, par les gestionnaires des caisses, avec pour seul objectif l'équilibre financier de celles-ci.

Au moment du départ en retraite, la pension ne dépendrait pas seulement du nombre d'années cotisées comme c'est le cas aujourd'hui, mais de l'espérance de vie de la génération concernée, et de la proportion de celles et ceux qui restent au travail et de celles et ceux qui sont en retraite. Si le nombre de retraités augmente et/ou le nombre de cotisants diminue, les pensions baisseront mécaniquement.

Femmes et précaires encore plus pénalisés, l'illusion de la retraite «choisie»

Les retraites de base actuelles tendaient à corriger vers le haut les inégalités en prenant en compte les meilleures années de la carrière du ou de la salariéE (les derniers salaires pour les fonctionnaires, les 10 meilleures années devenues 25 pour le privé). Dans le système par «points» c'est l'ensemble des salaires qui servent au calcul de la pension. Celles et ceux qui auront galéré dans des petits boulots, les femmes aux carrières «hachées» seront encore plus pénalisés au moment de la retraite. Dans ces conditions, présenter, comme le fait Delevoye, le nouveau système comme la possibilité enfin offerte de «choisir» sa retraite, relève du cynisme et de l'hypocrisie. Le

«choix» offert sera entre continuer à s'épuiser au travail (si l'on en a un) ou vivre sa retraite dans la misère.

La «solidarité» financée par l'impôt

Dans un système «par points» fondé sur la prise en compte stricte du temps passé au travail, que deviendraient les mécanismes de solidarité qui permettent de compenser les périodes de chômage, de maladie, de maternité? Qu'advierait-il des pensions de réversion (versées aux veufs et aux veuves), des financements permettant d'assurer à toutes et tous une pension minimum?

Delevoye et le gouvernement se veulent rassurants, mais les déclarations de certains ministres le sont souvent beaucoup moins. Bruno Le Maire n'affirmait-il pas que les pensions de réversion devraient être attribuées seulement aux revenus les plus faibles?

L'exemple des retraites complémentaires actuelles du secteur privé qui fonctionnent «par points» ne peut que confirmer les craintes. Les mécanismes de solidarité n'y représentent que 6,9% du montant des pensions servies, alors que ce taux s'élève à 23,1% dans les régimes de base par annuités.

De plus, dans le nouveau système, «par points», ces mécanismes de solidarité devraient être assurés pour l'essentiel non plus par des cotisations sociales (versées par les employeurs) mais par la «solidarité nationale», c'est-à-dire l'impôt payé avant tout par les salariéEs et les retraitéEs, en particulier la CSG. En un mot, ce sont les salariéEs actifs et retraitéEs qui devraient assurer entre eux une «solidarité» dont les employeurs seraient exonérés.

Fonds de pension et capitalisation: le retour?

Macron et Delevoye le jurent la main sur le cœur, pas question de toucher au système de retraite par répartition, où ce sont les cotisations versées aujourd'hui par les actifs qui financent directement les retraites d'aujourd'hui sans passer par aucun circuit financier. Leur réforme viserait au contraire à en assurer la pérennité.

La crise de 2008, et la baisse massive des retraites là où elles étaient gérées par des fonds de pension, ont rendu impopulaire l'idée de «jouer sa retraite en bourse», ou même de compléter une retraite publique

insuffisante par un «complément» par capitalisation.

Avec la réforme Macron, l'idée fait néanmoins discrètement son retour, pour les revenus les plus élevés. Il est en effet prévu que pour la partie du salaire supérieure à 10 000 euros brut par mois, ces revenus ne cotiseront plus aux caisses de retraite, mais bénéficieront d'incitations financières pour une épargne individuelle.

Mais c'est surtout la baisse massive des pensions, prévisible pour les années à venir, qui poussera inévitablement celles et ceux qui en auront les moyens à assurer par la capitalisation les ressources que les retraites par répartition ne leur garantiront plus.

En programmant le retour à un minimum ne garantissant plus les moyens de vivre décemment, la contre-réforme ouvre très consciemment, mais sans le dire, la porte aux fonds de pension et à la capitalisation.



CHARMAG

La réforme Macron va accroître les inégalités femmes-hommes

En 2016, le montant des pensions est en moyenne de 1389 euros bruts : 1739 euros pour les hommes et 1065 euros pour les femmes. La retraite des hommes est supérieure de 63,3% à celle des femmes. Les femmes partent à la retraite en moyenne un an plus tard que les hommes, et sont les plus nombreuses à percevoir une pension d'un faible montant. Sans les dispositifs de solidarité (majoration de pension à partir de trois enfants, validation de trimestres pour la maternité et l'éducation des enfants...), ces inégalités seraient encore plus importantes. Les inégalités de pensions entre les hommes et les femmes auraient dû baisser car, depuis 40 ans, les femmes sont plus actives, plus diplômées que les hommes et ont de meilleures qualifications. Mais les pensions reflètent les inégalités professionnelles : salaire, emploi, temps partiel. Les contre-réformes depuis 1993 ont pénalisé plus durement les femmes, avec notamment l'allongement de la durée de cotisation, le passage des 10 aux 25 meilleures années pour le calcul de la pension...

Le régime «par points» amplifie les inégalités car les pensions réfractent les cotisations versées durant toute la vie professionnelle, ce qui défavorise les personnes qui ont des carrières heurtées (périodes de précarité, de chômage, de bas salaire). Cela se constate dans le cadre des régimes complémentaires. Le régime «par points» ne fera qu'aggraver cette situation intolérable même si des dispositifs de solidarité semblables à ceux actuels sont appliqués, ce qui n'est pas certain puisqu'aucune information précise n'est apportée par le gouvernement.

LES PROPOSITIONS DU NPA: DES MESURES D'URGENCE!

1. LA PENSION DE RETRAITE, C'EST LE PROLONGEMENT DU SALAIRE

- Le montant de la pension ne doit pas être inférieur au revenu net d'activité;
- Retraite à taux plein dès 35 ans d'activité; les années d'études, de formation, de chômage, de maladie, de congés maternité doivent être considérées comme des périodes de travail;
- Aucune retraite, y compris «le minimum vieillesse», ne doit se situer en dessous du SMIC revendiqué (1800 euros net);
- Les revalorisations doivent être indexées immédiatement sur les augmentations de salaire.

2. DES MESURES SPÉCIFIQUES POUR LES FEMMES ET LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES

- Égalité salariale tout au long de la vie. Des mesures spécifiques pour le rattrapage immédiate des pensions pour les femmes et toutes les victimes de la précarité, notamment du temps partiel imposé.

3. LA RETRAITE À 60 ANS

- ChacunE doit avoir la possibilité de partir en retraite dès 60 ans, et 55 ans pour les emplois pénibles, postés, de nuit...

5. UN SERVICE PUBLIC POUR LES PERSONNES ÂGÉES ET/OU DÉPENDANTES

- Les personnes âgées doivent être prises en charge à domicile ou en établissement par un service public de qualité, géré par la Sécu, avec des personnels formés, qualifiés et en nombre suffisant.

4. POUR FINANCER LES RETRAITES, UNE SEULE MODALITÉ: LES COTISATIONS SOCIALES ET LE PARTAGE DES RICHESSES

- Non à la fiscalisation de la Sécurité sociale: convertir la CSG en cotisation «patronale»;
- Augmenter les salaires et créer des emplois par la réduction du temps de travail à 32 heures: c'est le meilleur moyen de donner plus de ressources à la Sécu et de taxer le capital;

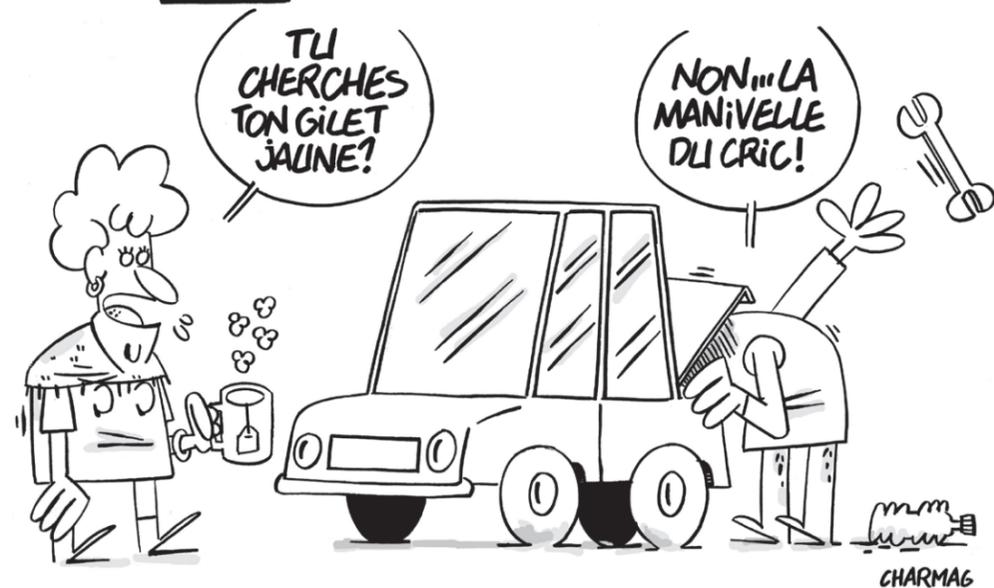
- Suppression de toutes les exonérations de cotisations patronales, qu'elles soient ou non compensées par l'État (donc en grande partie par nos impôts);
- Convertir les cotisations «salariales» en cotisations «patronales»;
- Les sommes consacrées à l'intéressement ou à la participation doivent être converties en salaire pour tous et toutes, et soumises à cotisation.

5. UN SEUL SYSTÈME: LA RETRAITE PAR RÉPARTITION DANS LE CADRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE; AUCUNE RETRAITE PAR POINT, PAR COMPTE NOTIONNEL, PAR CAPITALISATION

6. GESTION DÉMOCRATIQUE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE SA BRANCHE «VIEILLESSE»

- La Sécurité sociale doit être gérée par ses propriétaires, les assuréEs sociaux: les administrateurs des caisses doivent être élus, les retraitéEs associés à toutes les décisions les concernant.

RETRAITÉS EN COLÈRE



CHARMAG

LA POSTE Philippe Wahl a du sang sur les mains!

Le 31 octobre dernier, Gaël Quirante était de nouveau convoqué au tribunal de Versailles. En effet, la direction de La Poste cherche encore à remettre en cause le mandat syndical de Gaël et à lui interdire l'accès aux centres. Pourtant, au vu de l'actualité récente à la Poste, celui qui devrait être convoqué devant la justice, c'est bien Philippe Wahl, le PDG de la boîte.

À quelques jours d'intervalle, ce sont deux collègues qui se sont malheureusement suicidées en Dordogne. Les témoignages sont accablants : c'est bel et bien la gestion managériale, destinée à imposer les réorganisations et à briser la solidarité des équipes, qui est en cause dans ces deux gestes désespérés. Comme l'ont dit les grévistes du 92 lorsqu'ils ont interpellé Philippe Wahl le 12 novembre : « Vous avez du sang sur les mains ! »

Les grévistes du 92 tiennent la grève!

C'est bien contre cette politique de réorganisations à tout va, destinées à augmenter les cadences et le temps de travail, et d'embauches à grande échelle de contractuels et d'intérimaires, que se battent depuis maintenant plus de 7 mois les postiers du 92. Et, même si la direction joue au chat et à la souris en faisant mine d'ouvrir des négociations puis en refusant toutes les revendications des grévistes, force est de constater que ces derniers ont d'ores et déjà réussi à marquer des points contre la politique de la boîte : ainsi, Facto, le nouveau smartphone destiné à imposer aux facteurs tous les nouveaux services, n'a pas pu pour l'instant être déployé sur le département. Des réorganisations qui étaient prévues ont dû être repoussées du fait de la grève. Cela n'est dû qu'à une seule chose : la détermination sans faille des grévistes, qui non seulement n'ont pas plié, mais ont même réussi à élargir la grève et à faire la jonction avec d'autres centres et d'autres départements.

Organiser la riposte!

La grève des facteurs du 92 montre qu'il est possible de relever la tête et de mettre en échec la politique du patronat. Face à la hauteur des attaques, à la brutalité des méthodes, il est certain que si les syndicats avaient partout la même détermination que ces grévistes, cela changerait considérablement la donne. C'est pourquoi les facteurs du 92 ont été à l'initiative d'une AG de coordinations des postiers et postières d'Île-de-France le 31 octobre dernier, avec un appel à une journée de grève le 13 novembre au niveau de l'ensemble de la région parisienne.

Correspondant



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

NANTERRE La mairie « citoyenne » en guerre contre la CGT et le DAL-HLM

Quand une municipalité « de gauche » s'en prend au mouvement social.

Cela fait 10 ans que le maire de Nanterre, Patrick Jarry, n'est plus au PCF, même si ce parti l'a soutenu lors des dernières législatives. En vain, puisque le siège est passé au Modem. La municipalité de Nanterre a connu diverses dérives droitières dans la dernière période, notamment en matière sécuritaire (vidéo-surveillance, ébauche de police municipale), sportive (subventions aux clubs professionnels) et culturelle (initiatives élitistes), ainsi qu'une politique assez

autoritaire vis-à-vis du personnel communal, revenant sur divers acquis des mandats précédents.

Hostilité au mouvement social

Une attitude qui s'est récemment exprimée publiquement, avec en premier lieu une tribune du groupe MRC, membre de la majorité, dans le dernier bulletin municipal, qui se réjouit, en pleine campagne pour les élections professionnelles, de la concurrence face à la CGT avec l'arrivée de la CFDT, de l'UNSA et de

FO, et critique sur un mode interrogatif les revendications syndicales : « Comment comprendre la survenance de conflits sociaux alors qu'un dialogue entre les agents et leur direction a été ouvert et où toutes les revendications ont été entendues ? » Et dans un tract, c'est toute la municipalité qui s'en prend, sans les nommer, aux listes DAL-HLM des Offices municipaux et départementaux qui s'opposent à des démolitions de tours et à la vente de six des Tours Aillaud (« tours nuages ») à un promoteur pour y installer des

logements de standing, des entreprises style start-up et des locaux culturels : « désinformatio », « manipulation », « c'est faux ». À les lire, il n'y aura pas de délogements forcés puisque tout le monde sera relogé, ni de vente de logements sociaux puisque rien n'est encore signé. Et on devrait les croire sur parole... Quant à l'augmentation des temps d'attente des 6000 demandeurs de logements sociaux qui en résultera, qu'importe, puisque l'on fait de la « rénovation urbaine » et de la « mixité sociale »!

Correspondant

AIDE AUX MIGRANTES À Gap, un nouveau procès du délit de solidarité

Le jeudi 8 novembre, nous étions plus de 1000 sur la place devant le tribunal correctionnel de Gap pour soutenir les « 7 de Briançon » poursuivis pour « aide à l'entrée sur le territoire français d'étrangers en situation irrégulière en bande organisée ».

Le 22 avril, environ 200 personnes avaient marché sur la frontière pour protester contre son blocage par des militants de Génération identitaire. Ces derniers s'étaient déployés au col de l'Échelle, 4x4, survol en hélico, drone, banderole et filet sur la zone frontalière avec la bénédiction du ministère de l'Intérieur. 80 fachos pas inquiétés malgré les différentes infractions et trouble à l'ordre public. L'État, préférant visiblement ces haineux, a vu, dans la marche spontanée de solidarité et de fraternité avec les migrantEs, une action criminelle.

Un procès politique

Suite à cette marche, Bastien, Théo et Eléonora ont en effet été immédiatement mis en garde à vue, puis mis en détention pendant 11 jours. Après « enquête », 4 nouvelles personnes ont été inculpées, pour avoir refusé que la peste brune s'installe dans les montagnes et terrorise des migrantEs parvenant enfin en territoire français. Les accusés risquent gros : la condamnation pour « action en bande organisée », c'est 10 ans de prison fermes et 750 000 euros d'amende. De quoi bousiller une vie ! Ici, comme dans les luttes antinucléaires ou dans celles contre la loi travail, l'État agit la menace de lourdes peines répressives pour démanteler toute



NPA

résistance, faire peur, casser les personnes et les solidarités. Ceux-là vont être jugés comme des passeurs mafieux car la récurrence de l'aide et son caractère politique servant le bénéfice d'une cause sont considérés par la loi comme comparable au trafic d'êtres humains...

Gap en état de siège

La présidente du tribunal a mené une charge incessante pendant toute l'audition des témoins de la défense, cherchant visiblement à les déstabiliser. Les avocats de la défense ont cependant réussi à faire tomber l'accusation d'action en bande organisée, défendant que la manifestation avait eu lieu parce que ces militantEs ne pouvaient pas humainement rester passifs face aux exactions de Génération identitaire contre les migrantEs. Ainsi, le procureur n'a pu maintenir la « bande organisée » mais il persiste et signe en demandant six mois avec sursis pour cinq des inculpés, et un an dont quatre mois fermes pour deux d'entre eux.

À l'extérieur du tribunal, la police contrôle la ville : une dizaine de cars de police, un canon à eau, des dizaines de CRS et de policiers en civil dans les rues, sans parler, à l'arrivée des cars, des contrôles méticuleux, clairement discriminants envers les plus jeunes passagers.

La solidarité plus que jamais!

La salle du tribunal est vraiment très petite (!) alors la place devant le tribunal est vraiment très pleine ! La veille, un concert de soutien dans la vallée avait déjà rassemblé 1 000 personnes. Se retrouvent des migrantEs et des militantEs des associations de solidarité, des syndicats, de partis venus de tout le Sud Est, de Gap, Briançon, Nice, Marseille, Valence, Lyon, Grenoble... et d'Italie. C'est un mélange grave et joyeux, de belles rencontres, avec des témoignages forts, entrecoupés de musiques. Les prises de parole se succèdent pour dénoncer la pression des fachos au col et leur idéologie nauséabonde et mortifère, les intimidations, la criminalisation de la solidarité, et pour rappeler que tous les jours cette solidarité s'exprime ici comme ailleurs. Une cathédrale éphémère en palettes de bois est érigée en mémoire des migrantEs retrouvés morts autour de la frontière. Une

manifestation démarre. Philippe Poutou est le seul porte-parole national d'une organisation politique à avoir fait le déplacement. L'ouvrier ancien candidat à la présidence de la République, aujourd'hui en lutte dans sa boîte, dit bien l'urgence de nouer toutes nos solidarités. Il est applaudi chaleureusement.

Rendu du jugement le 13 décembre. Nous continuerons de nous mobiliser contre la politique du gouvernement vis-à-vis des migrantEs : violences policières, militarisation et fermeture des frontières. Face au danger de mort et à l'indispensable accueil, les actions de soutien se poursuivent : l'hiver arrive ! Notre solidarité devra encore se manifester ici comme ailleurs.

CorrespondantEs



OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Des marches qui ne se transforment pas en lutte... pour l'instant

De fin septembre au 25 octobre, l'intersyndicale nationale de l'ONF a organisé quatre « Marches pour la forêt » à travers tout le pays. Elles se sont rejointes aux abords de la forêt de Tronçais (Allier), forêt emblématique de chênes, le jour prévu d'une importante vente de bois finalement reportée par la direction.

Ces marches étaient ouvertes à tout le monde et surtout aux associations et militantEs écolo. Si la mobilisation de l'ensemble des collègues a été assez moyenne, la capacité d'organisation de l'intersyndicale, largement dominée par Solidaires, seul syndicat

à avoir une assise militante importante, a été démontrée. Et le contact avec les milieux écolo a été bien établi. La stratégie de l'intersyndicale, qui s'affiche plus concentrée sur le sort et l'avenir des forêts que sur ceux du personnel et du service public, a de ce point de vue, fonctionné.

ÉDUCATION NATIONALE Après le 12 novembre, se donner les moyens de stopper le carnage

Le 12 novembre, les enseignantEs de la maternelle à l'université étaient appelés à se mettre en grève contre les annonces de suppressions de postes pour la prochaine rentrée et la mise à sac plus générale de l'école.

À tous les niveaux du système éducatif, le rapport CAP 2022 est le fil rouge de l'ardeur du gouvernement à vouloir casser la fonction publique et les services publics, dont l'éducation est un des principaux budgets. Partout, c'est une dégradation brutale des conditions de travail et d'apprentissage.

Des luttes éparées

Alors oui, ce 12 novembre il était vraiment temps d'y aller. Depuis la rentrée, des centaines d'écoles partout en France ont été en grève pour l'ouverture d'une classe ou contre la fermeture d'une autre, des dizaines d'établissements du secondaire accumulent des heures de grève pour ne pas perdre encore plus d'heures d'enseignement, pour rester maîtres de leurs emplois du temps, du contenu de leur discipline.

Et depuis la rentrée des vacances d'automne, la grève exemplaire de l'équipe éducative d'Utrillo à Stains dans le 93 (voir ci-contre) nous montre la voie. Non seulement ils ont eu une réaction immédiate à l'annonce de la nomination d'un gendarme en détachement en guise de proviseur adjoint en se mettant majoritairement en grève, mais ils ont aussi eu la préoccupation de tisser des liens avec d'autres pour ne pas rester isolés. Ce lycée est un laboratoire d'expérimentation de la mise en place d'une politique à visée répressive à l'intérieur même des établissements scolaires. Mais force est de constater que de luttes éparées en grèves éclatées, les personnels de l'éducation nationale peinent à contrer la propagande ministérielle qui répète sur tous les tons que l'éducation est sa priorité, particulièrement le primaire qui, pourtant, n'en ressent aucun effet positif sur le terrain. Et même le 12, les appels syndicaux étaient dispersés, bien en-dessous des responsabilités que les structures syndicales devraient porter face aux attaques d'ampleur contre le service public d'éducation et ses personnels.

Une nouvelle date le 27 novembre

C'est pourquoi, le 12 novembre au soir, se sont tenues à Paris deux assemblées générales : d'abord les lycées professionnels dont la mobilisation ne faiblit pas depuis leur journée de grève nationale du 27 septembre et ensuite, tous les types d'établissements, en interdégrés, se sont retrouvés à la Bourse du travail de Paris.

Pour toutes et tous, il était inconcevable de rester dans l'attente d'une hypothétique



date en 2019... après les élections professionnelles. Il en ressort donc un appel à tous les enseignantEs, à Paris et en régions, à donner des suites immédiates au 12 en mettant de nouveau en grève le 27 novembre contre les logiques sécuritaires, ParcoursSup, la réforme de la voie professionnelle, la réforme du lycée, la réforme du bac, la suppression de l'éducation prioritaire. Et pour revendiquer

des moyens de qualité pour l'éducation, de la maternelle à l'université, ainsi qu'un maintien et un élargissement de l'éducation prioritaire.

Ce doit maintenant être une priorité de construire cette nouvelle journée et de stopper Blanquer, Macron et leur politique de sabotage de l'école!

Denise Sarraute

FRONT SOCIAL Faisons entendre la voix de notre camp

Samedi 10 novembre, ce sont près de 150 personnes, dont plusieurs venuEs des régions, qui ont participé, à la Bourse du travail de Paris, à la rencontre des entreprises et secteurs en lutte initiée par le Front social. Une rencontre qui visait à montrer que l'exaspération ne porte pas que sur la hausse du prix du carburant mais qu'elle est générale.

Quelles soient constitutives du Front social comme la CGT Goodyear, SUD Poste 92 ou Commerce, signataires de l'appel tels les grévistes du Park Hyatt ou la psychiatrie parisienne, ou bien venues y participer comme la CGT Ford, représentée par Philippe Poutou, ou l'intergares, un consensus s'est vite dégagé entre la quarantaine de structures présentes sur l'analyse de la mobilisation du 17 novembre : au-delà de la récupération de la colère par l'extrême droite, elle exprime la perte de repères engendrée par la dislocation du mouvement ouvrier et l'absence d'initiatives depuis la petite réussite de la

journée interprofessionnelle du 9 octobre dernier.

Le 15 décembre, montrons notre détermination

C'est aussi la satisfaction qui prédominait, d'avoir réussi à faire en petit ce qui devrait être organisé en grand par les confédérations. Pour le pouvoir d'achat, les conditions de travail, dont la détérioration a encore poussé au suicide une postière en Dordogne, et contre les licenciements, qu'ils soient individuels comme au Monoprix d'Asnières ou collectifs comme à Ford dont la direction veut boucler le PSE le 18 décembre prochain, il est

nécessaire de réagir rapidement toutEs ensemble!

Aussi, il est proposé de manifester le samedi 15 décembre entre l'Élysée et le siège du Medef, là où Macron, en parfait fondé du pouvoir du capital, prend ses ordres. Des haltes seront marquées devant des entreprises où se mènent les bagarres emblématiques du moment comme La Poste, McDo ou l'hôpital. Pour rejoindre la préparation de la manifestation et contribuer à sa réussite, il suffit pour les syndicats, associations, partis et fronts de lutte intéressés d'envoyer un mail à notrecamp@gmail.com.

LD

LYCÉE UTRILLO DE STAINS Pas de gendarme dans le lycée!

Les personnels du lycée Maurice Utrillo de Stains sont mobilisés contre l'arrivée d'un gendarme au poste de proviseur adjoint.

Au mois de mai, nous avons appris que le nombre d'heures de cours allait diminuer pour la rentrée prochaine (environ 50 heures de moins par semaine) alors que le nombre d'élèves allait encore augmenter. Nous abordions dès lors cette nouvelle rentrée inquiets et fatigués de l'année précédente suite à des luttes pour conserver des postes de surveillantEs, lorsque nous avons appris l'ouverture d'un nouveau poste de proviseur adjoint dédié à la sécurité. Et c'est en recherchant nous-mêmes que nous avons su que ce poste était prévu pour un gendarme...

La grève pour être entendus

Dès lors, nous avons demandé des audiences au rectorat pour en savoir davantage, mais nous n'avons eu aucune réponse. Il ne nous restait que la grève pour faire réagir. Depuis le 5 novembre, jour de la prise de poste de ce nouveau proviseur adjoint, nous sommes entre 30% et 50% de grévistes. Cela a permis de faire réagir les médias et nos institutions, qui se sont déplacées pour essayer de nous donner quelques explications. Ils nous assurent que cette personne n'est plus gendarme, dès lors qu'elle a pris sa fonction, donc depuis le 5 novembre. C'est un détachement, donc officiellement, il peut réintégrer la gendarmerie dès que sa mission est terminée. Ce monsieur n'est pas formé, mais on nous assure qu'il le sera au cours des deux prochaines années.

Tout dans la répression, rien dans l'éducation

Mais surtout, il a été choisi, le directeur académique nous l'a assuré, parce qu'il est gendarme.

Et c'est bien pour cela que nous sommes en grève, pour contester cette politique : tout dans la répression, et rien dans l'éducation. Au lycée Utrillo, les élèves ont jusque-là de bons résultats, obtenus grâce à des moyens supplémentaires qui nous ont été donnés. Mais au fil des années ces moyens sont supprimés : plus de devoirs le samedi matin pour préparer au bac, moins de classes dédoublées, moins d'heures de cours et, au total, plus d'injustices. Peut-être que la nomination de policiers ou de gendarmes permettrait d'empêcher la contestation de ces injustices au sein des établissements?

Stigmatisation d'une population

Nous ne sommes pas dupes : nous savons très bien qu'un proviseur adjoint supplémentaire, issu de la gendarmerie ou non, ne résoudra pas les problèmes de violences autour du lycée. Cela n'ajoutera rien à «l'autorité» des personnels éducatifs, nous n'avons pas de problèmes particuliers à l'intérieur du lycée. Le résultat de telles mesures est la stigmatisation d'une population que le gouvernement assimile à des délinquants qu'il faudrait remettre dans le droit chemin, alors que nous pensons que les élèves ont toutes et tous le droit à une éducation de qualité afin de leur permettre de trouver le chemin de leur propre émancipation. Le message du gouvernement est clair : supprimer des postes dans l'éducation nationale et faire rentrer la police dans les établissements, c'est-à-dire accorder la priorité à la répression. Et pour cela ils ont le soutien indéfectible de l'extrême droite, avec entre autres Gilbert Collard qui supplie Jean-Michel Blanquer de ne pas céder.

Correspondant



Une direction à l'offensive

Ces marches ont fait suite à un mouvement entamé à l'automne 2017, qui a vu s'unir 8 syndicats (représentatifs d'un émiettement statutaire et catégoriel hors

normes...). Ceux-ci avaient bien pressenti les nouvelles attaques de la direction qui, avec Macron, se sent pousser des ailes, et qui se sont précisées et accélérées durant la Marche (le DG étant semble-t-il adepte

de la provocation) : fin du recrutement de fonctionnaires, suppression de postes (3% par an) qui pourraient représenter 1500 pertes en 5 ans, exigence de 2% de «rentabilité» en plus par an, mesures de mise au pas des cadres, demande de changement de statut de l'établissement couramment nommé «entreprise» par le DG, «réflexions» sur la fin de l'égalité de traitement entre les forêts communales... Après le coup de massue et l'écoeurement provoqué par ces annonces, la mobilisation du 25 a été importante sans être à la hauteur de la «fin du métier de forestier» que risquent de représenter ces mesures d'ici moins de 5 ans. Environ 1500 personnes étaient présentes au rassemblement, dont environ 500 des milieux écolo, et 1000 collègues (sur 9000, auxquels il faut ajouter de nombreux grévistes «à la maison» difficiles à estimer).

Une bagarre à construire

Comme durant la Marche, l'ordre du jour du rassemblement «citoyen» a été pensé pour favoriser la proximité avec les associations ou ONG de protection de l'environnement, en aboutissant à un «Manifeste de Tronçais» signé entre autres par la LPO, les Amis de la Terre, France nature environnement, Greenpeace... Assez juste à propos de l'importance de la forêt pour la société, le texte reste flou sur ce qui se passe à l'ONF et n'avance que la revendication d'un «grand débat public»... Si l'axe «écologiste» est juste et pertinent, il ne devrait pas se faire au détriment du reste : la construction de la mobilisation sociale et la convergence avec les autres services publics, les suppressions de postes et la précarisation du personnel... Et malheureusement, il faut bien constater que c'est le cas. À peine 1h30 de débat

sur la journée consacré à la situation de l'ONF et les perspectives d'action, quasiment sans implication des directions syndicales. Résultat ahurissant après des semaines de marche et le regroupement d'un millier de collègues venus de tout le pays : on repart sans aucune suite pour la lutte, sans date ni action prévue! Comme si on nous demandait de faire confiance au seul lobbying de la LPO et de Greenpeace pour nous sauver? Les choses risquent d'aller assez vite. On a appris depuis que la fédération des communes forestières avait rencontré la «conseillère forêt» de l'Élysée (lobbyiste du vin issue d'une école de commerce...), pour des «réflexions» qui pourraient aboutir dans les 6 mois. Les nuages s'accumulent et la bagarre pour conserver le service public forestier n'est pas vraiment commencée.

Correspondant

Les comités en action!

npa2009.org

FÊTE ANTICAPITALISTE

1968
2018

ROCK 50's-70's
THÉÂTRE
DÉBATS
COUSCOUS
BUVETTE
EXPO

18H ALAIN KRIVINE
Mai 68, et maintenant ?
21H JULIEN SALINGUE
Migrants, impérialismes et barbaries

SAMEDI 17 NOV. - 17H
LIMOGES - ESPACE ROMANET
48 RUE B. DE VENTADOUR - QUARTIER DES PORTES FERRÉES

DU BRÉSIL À L'UNION EUROPÉENNE
L'EXTRÊME DROITE ÉTEND SON EMPRISE...

Un retour de la menace fasciste ?

Quelles ripostes construire ?

Réunion-débat à Pantin
Jeudi 22 novembre à 19h

Avec Ugo Palheta, sociologue,
auteur de *la Possibilité du fascisme*
Au Café « Chez Agnès »
21, rue Delizy (au bord du canal)

Élection législative de la 1ère circonscription de l'Essonne du 18 novembre 2018

FAITES ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEURS ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

VOTEZ POUR MICHÈLE FÉDÉRAK
60 ANS, RETRAITÉE DU SECTEUR MÉDICO-SOCIAL

SUPPLÉANT
STÉPHANE LEGRUEL
52 ANS, AGENT TERRITORIAL

MEETING
Jeudi 15 novembre à 20h30
Salle de la Mairie annexe
place du général De Gaulle
Evry

avec le soutien de
PHILIPPE POUTOU
Pour tout contact : contact91@npa.org

Discussion avec LO sur les européennes

Clap de fin, l'urgence de lancer la campagne du NPA

Nous avons engagé en juin des discussions avec Lutte ouvrière à qui nous avons proposé de faire campagne ensemble. Lors de notre dernière réunion, le 8 novembre, la délégation de LO nous a indiqué son refus.

Nous avons écrit, avant cette réunion, une longue lettre¹ pour formuler une politique dépassant nos désaccords.

Les désaccords pointés sont le positionnement sur les institutions européennes; la place des revendications contre toutes les oppressions, pour les droits des femmes, des LGBTI, l'antiracisme, les oppressions nationales, ainsi que la crise écologique; la place accordée aux luttes sociales, car une campagne électorale peut et doit se faire le porte-voix des luttes et contribuer à les renforcer. Nous sommes d'accord sur beaucoup d'autres choses, l'opposition au gouvernement, la nécessité de renverser le capitalisme, du pouvoir des travailleurEs, etc.

Nous avons formulé une proposition qui, nous semblait-il, pouvait convenir à nos deux organisations. Sur les institutions européennes, nous avons proposé de dénoncer dans un même rythme l'UE et le gouvernement national, Macron et la bourgeoisie française. Nous avons proposé les éléments d'un programme qui « articule des revendications immédiates et des revendications transitoires, qui pose le problème de la propriété privée et



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

de l'État, en un mot qui remette en cause le pouvoir des capitalistes et défende la perspective d'une Europe des travailleurEs et des peuples», en précisant les choses sur les revendications salariales, démocratiques, économiques, etc.

Enfin, nous avons abordé les enjeux d'une campagne commune, son importance dans la situation politique.

Quand c'est non, c'est non

Les camarades de LO ont reconnu que ce n'était pas les désaccords qui justifiaient le refus d'une campagne commune, qu'aucun désaccord entre nous n'était insurmontable. Ils ont rappelé qu'à plusieurs reprises, ces désaccords n'avaient pas empêché de mener campagne ensemble. Mais ils ont expliqué que, cette fois-ci, ils ne souhaitaient pas les dépasser car, étant donné la gravité de la crise du capitalisme, il fallait défendre « tout le programme », pour « convaincre les travailleurs

de prendre le pouvoir » et que les autres points que nous voulions défendre « parasitaient » ce discours. Nous leur avons fait part de notre étonnement, en indiquant que ce que nous défendons est un programme pour exprimer la colère du monde du travail, pour construire les mobilisations et poser la question du renversement du capitalisme par les exploitésEs...

Ils nous ont également indiqué que leur refus était lié à une appréciation de la situation politique qui nous semble catastrophiste, tout en indiquant que si elle devenait encore plus grave (« déclaration de guerre », « camps... »), il faudrait sans doute nous allier. Autrement dit, s'il était « minuit dans le siècle », ils seraient d'accord, mais pas à minuit moins le quart... Une forme d'attentisme illustrée par leur position sur le 17 novembre où ils indiquent qu'il ne faut surtout pas croire qu'on peut influencer sur les choses, même localement.

Clairement, les camarades ne souhaitent pas de campagne commune, et une lettre devait nous arriver dans la semaine pour expliciter leur position.

Les arguments des camarades de LO ont varié au cours du temps, mais il semble surtout qu'ils ne veulent pas sortir de leurs positions propres, de leur « routine », pour se confronter à d'autres opinions, tenter de les intégrer comme une réfraction de discussions nécessaires au sein du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Et maintenant ?

Le NPA est donc renvoyé à ses responsabilités. Puisque les camarades de LO veulent centrer leur campagne sur « la prise du pouvoir », il nous faut bien exister pour en dire davantage. Car, si nous voulons également convaincre que les exploitésEs doivent prendre le pouvoir, nous ne pensons pas que cela passe principalement par des « explications ». Nous pensons qu'il faut les combiner avec l'essentiel : l'expérience de la lutte, des liens qui se font dans la conscience entre différents éléments de dénonciation du capitalisme (crise climatique, assassinat des migrantEs, coût de la vie...) et la compréhension globale du système.

Nous n'avons donc pas d'autre choix que de tout faire pour être présentEs dans cette élection. Cela signifie pour nous une obsession à partir de maintenant : trouver le million d'euros nécessaire à l'impression des bulletins de vote et professions de foi, organiser une campagne politique militante pour exprimer la nécessité d'une opposition à la classe dominante, qu'elle s'incarne par l'UE ou par Macron, de la construction des mobilisations et du renversement du capitalisme.

Antoine Larrache et Christian Babel

1 - En ligne sur <https://npa2009.org/agir/politique/lettre-lutte-ouvriere-propos-des-prochaines-elections-europeennes-0>, et publiée dans la revue *l'Anticapitaliste* du mois de novembre.

Souscription du NPA

Se faire entendre à un prix

Après plusieurs « rounds » de discussion, les camarades de LO nous ont fait part de leur refus d'une campagne commune (voir ci-dessus). Nous enregistrons ce refus, qui ne doit toutefois pas nous empêcher d'être présents lors des prochaines élections européennes. Et pour cela, nous aurons besoin d'argent.

NPA

UNE VOIX ANTICAPITALISTE
CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

SOUSCRIPTION 2018 / SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

De l'argent, mais pour quoi faire ? On pense immédiatement aux affiches, aux tracts, aux réservations de salles pour organiser les réunions publiques, etc. Tout ce qui est nécessaire à la réalisation d'une campagne militante comme le NPA souhaite les développer. Mais on oublie parfois que le premier (et l'un des principaux) « postes » de dépense pour une organisation comme la nôtre est... l'impression des bulletins de vote et des professions de foi.

Faire entendre une autre voix

Ce matériel est en effet à la charge des organisations elles-mêmes, qui ne peuvent espérer être remboursées que si elles obtiennent au moins 3% des suffrages. Des dépenses incompressibles pour pouvoir s'adresser à l'ensemble de celles et ceux qui seront appelés à voter lors des élections, qu'ils et elles choisissent de voter pour nous, pour d'autres... ou de ne pas voter. Nous avons déjà insisté à plusieurs reprises dans nos colonnes sur l'importance, pour le NPA, d'être présent lors de de l'échéance des européennes, premier scrutin depuis l'élection de Macron, président des riches. Être présents non par une volonté irrépressible de se mêler

à la tambouille électorale, ni en raison d'aspirations à faire des carrières politiques. Il s'agit pour nous, dans un contexte politique et social

dégradé, où l'offensive ultralibérale se double d'une montée de l'autoritarisme, du racisme, de la xénophobie et des courants d'extrême droite,

désormais au pouvoir dans plusieurs pays européens, de faire entendre une autre voix. Une voix qui défende les salariéEs contre le patronat et ses relais politiques; une voix qui refuse que les plus pauvres paient la crise du capitalisme pendant que les riches continuent de s'enrichir; une voix qui s'oppose à toute forme de stigmatisation et de discriminations, en revendiquant notamment l'accueil des migrantEs et la liberté de circulation et d'installation; une voix qui dénonce la fuite en avant mortifère du capitalisme et du productivisme, et revendique un projet écosocialiste; une voix qui se fasse l'écho des mobilisations sociales; une voix anticapitaliste, pour une transformation révolutionnaire de la société.

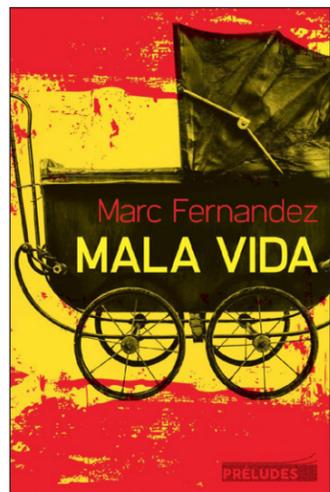
Une voix et des propositions qui comptent et qui ont besoin, pour se faire entendre, de votre soutien financier.

Romans

Mala Vida et Guérilla Social Club, de Marc Fernandez

Éditions Le Livre de poche, collection «Préludes», 283 pages (7 euros) et 280 pages (7 euros).

L'Espagne et l'Amérique latine de nos jours. Les vieux démons du passé ne passent toujours pas. Dans l'Espagne du Parti populaire (renommé AMP dans les romans), le franquisme relève la tête, tandis qu'en Amérique latine, des nostalgiques de l'Opération Condor au Chili, financés par le narcotrafic, fourbissent leurs armes en vue d'une revanche éclatante. Pour écrire de bons thrillers, Marc Fernandez a su trouver les bons ingrédients en plongeant dans une histoire qui nous est chère et qui revient comme un boomerang après les élections brésiliennes. Mais lorsque l'on s'approche d'un foyer toujours brûlant, il faut trouver les histoires et les personnages crédibles qui peuvent aller avec : c'est ce qu'a fait Marc Fernandez avec le journaliste Diego Martin



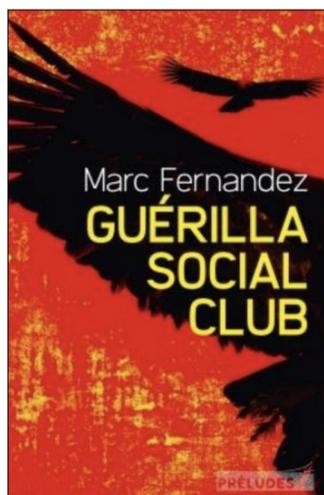
plus ou moins placardisé par la radio publique espagnole, le juge intègre David Ponce en délicatesse avec sa hiérarchie, la détective Anna Duran réfugiée transsexuelle argentine, l'avocate Isabel Ferrer, française fille de réfugiés espagnols et réinstallée à Madrid, ou encore Carlos Bravo ex-guerrillero chilien devenu patron de bar.

Mala Vida

Le premier opus a pour cadre une Espagne gangrénée par la corruption et les nostalgiques d'un État fort où éclatent un scandale et des révélations sur des enfants volés sous la période fasciste. Au même moment, il y a une série de meurtres touchant des militants franquistes survivants ou leurs héritiers. Chacun des acteurs va devoir jouer au plus fin pour démêler l'imbroglio sanglant de l'affaire avec un pouvoir politique hostile. Le juge y perdra son poste, l'avocate française devra quitter précipitamment l'Espagne, Diego s'accrocher à son micro pour pouvoir garder son boulot et Anna faire jouer ses relations avec quelques flics intègres encore en poste. Seul le mouvement de colère des masses permettra à la justice de faire son travail et conduira à l'arrestation d'une centaine de militants franquistes camouflés en «Chevalier du Christ». Pour combien de temps ?

Guérilla social Club

Les protagonistes des romans de Fernandez sont directement menacés par une série d'assassinats perpétrés en France, en Espagne,



au Chili et en Argentine. Toutes les victimes sont des anciens guérilleros qui ont lutté contre les dictatures du cône sud de l'Amérique latine et échappé, par miracle, à l'opération Condor mise en place par les dictateurs de la zone avec la complicité active de la CIA, mais aussi d'une fraction des services français dans les années 1980. Mais pourquoi cette vengeance 35 ans plus tard, avec quel objectif et qui peut financer des opérations dignes d'un service secret d'une grande puissance ? Les recherches coordonnées des journalistes en liaison avec Diego et Anna, notamment au Chili, au Mexique et en Argentine où l'avocate Isabel Ferrer s'est mise au service des mères de la Place de Mai à Buenos Aires, vont permettre de trouver des indices puis la piste. Un peu

trop tard cependant pour éviter des attentats au Chili et en Argentine, et des morts parmi les proches de Diego.

Pas de rebondissement final ou de suspense insoutenable dans ces deux thrillers qui flirtent au plus près avec une réalité politique que l'auteur connaît bien en tant qu'ancien journaliste de *Courrier International*. Les dégâts, parfois mortels, dans la vie de ces militants presque «ordinaires» sont suffisants pour nous tenir en haleine et c'est peut-être ce qui fait la force de ces deux romans.

Sylvain Chardon

PS: un troisième roman de Fernandez, *Bandidos*, vient de paraître, plus axé sur les fantômes de la dictature argentine.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

12 h - 20 h

Exposition

Otto Dix (1891-1969), peintre et graveur allemand inclassable, comme son ami George Grosz, a subi les influences du moment sans que les étiquettes du dadaïsme, de l'expressionnisme, puis de la nouvelle objectivité ne collent totalement à son œuvre qui décrit sans concession la société, à une époque brutale entre les deux guerres, de la première où il s'est engagé volontaire et qu'il a peinte avec un verisme macabre jusqu'au nazisme et «l'Art dégénéré» où il a figuré en bonne place.

Gravures sur bois, eaux-fortes et lithographies

On connaît les grandes toiles colorées à l'expressionnisme exacerbé teinté d'ironie, à la limite de la caricature, d'Otto Dix, ses triptyques sur la guerre, ses scènes d'agitation urbaine et de bordels glauques qui ont fait scandale, soit pour antimilitarisme et défaut de sentiment national pour avoir plus montré les horreurs de la guerre que les actes héroïques, soit pour pornographie avec la représentation explicite des organes sexuels, de l'acte sexuel et du tabou de la déchéance corporelle. On connaît moins les estampes, comme celles provenant du Zepelin Museum de Friedrichshafen,

Otto Dix: Estampes

Au MASC (Musée de l'Abbaye de Sainte Croix), Les Sables d'Olonne, jusqu'au 13 janvier 2019.



belle exposition à voir actuellement au MASC : gravures sur bois, eaux-fortes et lithographies, technique qui permet à Dix de s'exprimer de manière plus forte plus pénétrante, de l'expressivité brutale du noir et blanc de la taille sur bois au verisme de la putréfaction que permettent les nuances de l'eau-forte.

Les thèmes de prédilection de sa peinture et ses estampes sont d'une apparente diversité : *la Guerre, la Ville, les Portraits, les Femmes, la Religion...* Mais entre Eros et Thanatos c'est l'humanité et sa réalité qui revient obstinément dans l'œuvre, dans toute sa crudité, son excès, parfois sa cruauté ou sa laideur. Témoin et critique virulent de son temps, Dix va jusqu'à nommer l'innommable.

La Guerre, la Ville, les Portraits...

La Guerre (Der Krieg), série de 1924, ou l'horreur de la guerre, la mort, d'une surréalité insoutenable issue de sa propre expérience et d'une documentation rigoureuse, équilibre entre la vie et la mort d'un cirque macabre, d'une violence qui évoque *les Désastres de la guerre* de Goya.

La Ville, son bruit et sa fureur, ses bars et ses bordels, reflet de la société à l'équilibre périlleux entre ses personnages en marge, invalides de guerre dans la misère, et ses nantis profiteurs du régime.

Les Portraits, acérés, sans concession, proches de la caricature y compris dans ses sévères *Autoportraits*, qui dépeignent tant l'individu que le type social de l'entre-deux guerres. *Les Femmes*, dont Otto Dix montre tout, crument : la chair et sa perversion, la sensualité et la déchéance physique, la vieillesse dans *Jeune fille devant le miroir*, la dame provocante et la prostituée, jusqu'au *Crime sadique*.

Enfin, dans l'*Évangile selon Saint Matthieu*, série de lithographies datant de 1960, Otto Dix, apaisé, montre un Christ homme de chair et sensuel dans *le Christ aux outrages*, où Hitler apparaît étonnamment dans un monde moderne. Une magnifique occasion de (re ?) découvrir le MASC qui nous a habitués à montrer des figures majeures de l'art moderne et contemporain (Georg Baselitz, Max Beckmann, Emil Nolde, etc.) et présente en permanence un ensemble exceptionnel d'œuvres de Gaston Chaisac et de Victor Brauner.

Ugo Clerico

Documentaire



Libre, de Michel Toesca

Film français, sorti le 26 septembre 2018, 1h40. Prix l'Œil d'or du Festival de Cannes 2018.

Cédric Herrou se définit lui-même, dans le film, comme «agriculteur, Breil-sur-Roya, délinquant», lors d'un face-à-face à distance avec Manuel Valls, alors candidat aux primaires socialistes pour la présidentielle. Célèbre pour héberger à son domicile et aider des réfugiés à déposer leur demande d'asile, Cédric Herrou a été filmé pendant plus de deux ans par son ami Michel Toesca. Cela donne un documentaire très humain, sobre, parfois drôle, souvent émouvant, qui ne cède jamais au pathos. Il reflète bien cette parenthèse de repos offerte par Cédric et ses amis, associations, ou avocats, à toutes ces réfugiés.

Une histoire de résistance

On vit ainsi la façon dont Cédric héberge les migrants qui passent dans sa vallée, au bout d'un chemin, les quatre tentes plantées, les deux caravanes déposées par hélicoptère et les lampions attachés aux oliviers façon guinguette. On suit aussi au plus près l'occupation d'un centre de vacances SNCF désaffecté par une cinquantaine d'Érythréens et leurs soutiens, en octobre 2016. Cette occupation qui dure trois jours, avant l'intervention des forces de l'ordre.

C'est l'autre côté très instructif de ce documentaire : le contraste entre la bonne humeur, l'ambiance bon enfant parmi les soutiens des exilés, le fait que l'entraide, ça va de soi, et la débauche de moyens des forces dites de l'ordre, cette violence institutionnelle que l'on ressent intensément tout au long du documentaire. Cédric Herrou est harcelé par la police, surveillé par des dizaines de gendarmes mobiles, la vallée est entièrement envahie d'uniformes.

Les démêlés judiciaires de Cédric Herrou sont également suivis, lors de ses nombreux procès, ponctués de manifestations de soutien pour l'agriculteur militant. Le film montre avec justesse une certaine réalité actuelle, le repli sur soi des nations européennes, dont la France, et l'histoire de citoyens qui n'acceptent pas ces consignes absurdes de ne pas aider des gens qui en ont besoin. Une histoire de résistance, reconfortante, pour ce qu'elle montre de la force de la solidarité.

Régine Vinon



librairie ★ la-breche.com

« Cette idée selon laquelle, chez Deliveroo, on travaille quand on veut, est complètement fausse »

Entretien avec Steven, livreur chez Deliveroo et membre du Collectif des livreurs autonomes de Paris (CLAP).

Qu'est-ce que cela signifie concrètement, aujourd'hui, être un livreur chez Deliveroo ?

La première chose à dire c'est que, contrairement à ce qui est vendu autour des nouveaux boulots liés aux plateformes numériques, cette idée que l'on peut travailler quand on veut, décider de son temps de travail, etc., on n'a aucune liberté sur nos choix d'horaires. On peut théoriquement les choisir, mais en réalité on est classés entre livreurs selon les résultats que l'on obtient en termes de courses, classés selon nos statistiques. Et chaque lundi, un planning de la semaine est disponible, avec des « shifts », des plages horaires, et on va pouvoir s'y inscrire à 13h, 15h ou 17h, en fonction de notre classement. Concrètement, cela veut dire que si tu as accepté de travailler les dimanches soirs, que tu n'as eu aucune défaillance, selon ta rentabilité en fait, tu vas pouvoir réserver tes horaires de la semaine suivante avant les autres livreurs. Donc, si par exemple tu sais que tu vas avoir besoin de 700 euros pour payer ton loyer et ta bouffe, et donc travailler tant d'heures la semaine suivante, tu vas être obligé de travailler à des heures que tu ne souhaites pas pour pouvoir ensuite être prioritaire dans les inscriptions sur les shifts et avoir accès à suffisamment d'heures... Donc cette idée selon laquelle on travaille quand on veut est complètement fausse. De plus, si jamais tu ne travailles pas pendant une semaine, parce que tu prends des vacances ou même parce que tu es malade, tu ne vas plus avoir de statistiques et donc tu vas devoir reprendre tout à zéro malgré ce que tu as fait les mois précédents...

Tout cela est rendu possible par le fait que vous êtes sous le statut d'auto-entrepreneurs...

Oui. Il s'agit en fait d'un contrat entre deux boîtes. Une boîte complètement fictive, qui porte notre nom, que l'on peut créer en 10 minutes sur internet, qui permet à Deliveroo ou Uber Eats de ne pas nous engager mais de faire des contrats de prestation entre deux entreprises. Donc le code du travail, qui régit le rapport salarial, n'existe pas pour nous car il s'agit de contrats entre deux entreprises. Et nous on dénonce cela en expliquant qu'il s'agit de salariat déguisé : à partir du moment où on tire tous nos revenus de la même boîte et qu'on n'a aucune modalité de négociation, par exemple on n'a pas notre mot à dire sur le tarif des courses, nous sommes en réalité juridiquement indépendants mais économiquement dépendants.

De plus en plus de livreurs disent qu'ils et elles gagnent moins que ce qu'ils pouvaient gagner auparavant. Comment cela s'explique-t-il ? Quels changements y a-t-il eu ?



DR

En fait, toutes ces boîtes fonctionnent sur le principe d'avoir une énorme flotte de livraison, pour être certaines d'avoir toujours des livreurs prêts à accepter toutes les commandes. Pour attirer du monde, ils proposent donc au départ des bons tarifs, des primes le week-end, quand il pleut, etc., et une fois qu'ils ont une flotte suffisante, ils peuvent se permettre de baisser les rémunérations au fur et à mesure, jusqu'à ce qu'ils n'aient plus que des livreurs qui sont prêts à travailler pour 5 ou 10 fois moins que ce qui était proposé au début... Par exemple, depuis juillet, Deliveroo a augmenté au fur et à mesure les distances de livraison. On s'en est plaint, et on a organisé quelques mobilisations, notamment pendant la Coupe du monde de foot. Face à cela, ils ont dit qu'ils allaient changer la tarification, qui deviendrait une tarification à la distance. Donc la tarification prend officiellement en compte l'augmentation des distances, mais à l'arrivée, pour la même course qu'avant, tu gagnes moins. Avant, on était payés 5,75 euros par livraison, mais pour moins de 3 km. Maintenant cela peut aller jusqu'à 10 km, avec une augmentation du tarif, mais pour les commandes de moins de 3 km on est tombé à 4,80 euros, 5,75 correspondant à 5 kilomètres : soit une distance que l'on n'avait pas avant, mais avec laquelle on gagne autant qu'avant... Et en fait ils laissent le « choix » aux livreurs de pouvoir passer ou non à la nouvelle tarification, donc à la distance, mais de toute façon toutes les courses ont augmenté, tous les livreurs pouvant avoir des courses jusqu'à 10 km. Donc soit tu acceptes de passer à la nouvelle tarification, soit tu restes à 5,75 euros, sachant que la moitié de tes commandes vont faire entre 5 et 10 km, soit beaucoup plus qu'avant. Voilà le genre de « choix » qu'on a...

On a vu passer récemment des articles évoquant la sous-traitance interne, notamment à des sans-papiers.

Oui, c'est dans le prolongement de ce que j'évoquais tout à l'heure à propos des flottes de livreurs. Les plateformes se dédouanent, avec le statut d'auto-entrepreneur, en ce qui concerne la question de savoir qui travaille vraiment pour eux. Et en réalité, avec les nouvelles tarifications et les baisses continues de revenus, les seuls pour qui cela

peut rapporter suffisamment en rapport de l'engagement que cela représente, au niveau du temps, des risques, etc., ce sont les plus précaires des précaires, et donc des sans-papiers. On a donc des gens qui « relouent » le compte qu'ils ont créé, en prenant de l'argent au passage, à des sans-papiers, et ces derniers, qui ne peuvent pas créer de comptes, vont donc être doublement exploités. Pour nous ces histoires sont assez compliquées. D'un côté, on sait que les livreurs qui font ça le font car les rémunérations ne sont pas suffisantes, sauf si tu sous-loues à plusieurs personnes, mais de l'autre, faire ça c'est entrer dans la logique et faire le jeu du patronat, et contribuer un peu plus à la mise en concurrence entre nous. Il y a des sans-papiers, mais il y a aussi parfois des jeunes de 12, 13, 14 ans, qui travaillent en louant des comptes à des potes ou des grands frères... Pour eux, travailler pour 3 euros la course et se faire 40 euros dans la soirée, c'est pas si mal comme argent de poche, contrairement à nous qui avons un loyer à payer, qui pouvons avoir des enfants, etc. Et bien évidemment les plateformes savent que ça existe et comptent là-dessus pour faire baisser encore un peu plus les rémunérations.

Tu fais partie du CLAP. Comment vous organisez-vous, et quelles sont vos revendications ?

Il y a une difficulté, c'est qu'on n'a pas de lieu comme une machine à café, où tu te retrouves avec tes collègues, où tu peux discuter de tes conditions de travail, tout ça. Mais le capitalisme a ses contradictions. On a ainsi des groupes Facebook d'entraide, où au départ c'était pour gérer des histoires de chaînes de vélo cassées ou de lieux pour s'abriter en cas de pluie, mais qui petit à petit sont devenus des endroits de plus en plus politisés, avec les baisses de rémunération, etc., et donc avec des questions de plus en plus politiques, syndicales. Et donc ça nous a permis de commencer à regrouper des gens. Et deuxième chose : si on veut avoir un maximum de courses quand on travaille, il y a des endroits stratégiques à côté desquels se mettre entre un Big Fernand et un McDo, et donc les livreurs qui travaillent depuis quelque temps se retrouvent dans ces endroits-là, et ça crée des lieux et des moments pour discuter, distribuer des tracts, etc. Donc au total, malgré le statut d'auto-entrepreneur qui rend difficile le regroupement, les modalités d'exploitation font qu'on réussit quand même à dégager des espaces de contestation.

Pour les revendications, disons qu'il y a un certain nombre de mots d'ordre communs entre les différentes plateformes, même si après tu as des spécificités dans chacune. La première de ces revendications est la fin du travail à la tâche : si tu t'es rendu disponible pendant une heure, tu as travaillé pendant une heure, et donc tu dois être rémunéré, qu'il y ait eu des commandes ou pas, en incluant le temps d'attente. La deuxième, c'est tout simplement d'avoir des droits, comme l'ensemble des salariéEs, que l'on veuille rester auto-entrepreneur ou être requalifié comme salariéE : sécurité sociale, cotisations retraites, etc. La troisième principale revendication, c'est qu'il ne puisse pas y avoir de changements de contrat sans l'accord collectif des livreurs. Aujourd'hui Deliveroo peut nous envoyer un mail le lundi matin pour dire que dorénavant on ne travaillera plus pour 4,80 euros mais pour 4,50, et que si on n'est pas contents on peut partir. On revendique la création d'une instance représentative des livreurs, qui puisse autoriser ou non ce type de changement.

Propos recueillis par Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs

PRO-TRUMP : DES COMLOTS PARTOUT.

À la prolifération de livres révélant les secrets de la Maison-Blanche, a succédé une rafale d'ouvrages pro-Trump, dénonçant le supposé complot des Démocrates, l'enquête du procureur Mueller et la malhonnêteté des médias.

Moins relayés à l'international, ces ouvrages, publiés par de grandes maisons d'édition, ont rencontré un succès de librairie presque aussi impressionnant que les livres d'enquête. Sur la dizaine d'opus sortis ces derniers mois, une bonne moitié d'entre eux s'est même fait une place dans la liste hebdomadaire des 15 « best-sellers » du New York Times.

Les auteurs sont généralement des chroniqueurs de la chaîne conservatrice Fox News, dont le profil varie : il peut s'agir d'anciens de la Maison-Blanche, comme les ex-porte-parole Sean Spicer ou Anthony Scaramucci, qui ont tous deux écrit en défense du président.

Ou de polémistes conservateurs, comme Jeanine Pirro, juge vedette et amie de Trump, surnommée « Juge Jeanine ». Son dernier livre, Liars, Leakers and Liberals (« Menteurs, bavards et progressistes »), publié en juillet par une division d'Hachette, est resté treize semaines en tête des ventes.

Le pamphlet, qui rappelle que le milliardaire George Soros « a pour objectif de détruire le système capitaliste », étrille l'« oligarchie mondialiste qui s'oppose aux frontières » et l'accuse de chercher à faire annuler le résultat des élections de 2016. « Les auteurs de ce complot anti-américain comprennent, entre autres, les dirigeants du FBI, de la CIA, de la NSA et d'autres agences de renseignement, du parti démocrate », écrit-elle.

Une thèse reprise par le chroniqueur Gregg Jarrett dans son livre The Russia Hoax (« le Canular russe »), publié chez Harper Collins et resté cinq semaines en tête des ventes. Dans la même veine, l'ouvrage de la polémiste conservatrice Ann Coulter, baptisé Resistance Is Futile ! et publié par une division de Penguin Random House, qui explique que « pour que la démocratie vive, nous devons tuer les médias ». Académiques et élus aussi ont pris la plume pour défendre le président contre l'enquête du procureur spécial Robert Mueller. Comme Alan Dershowitz, un célèbre professeur de droit de Harvard qui a publié un argumentaire juridique contre la destitution de Trump. Ou encore l'ex-député Jason Chaffetz, qui explique dans son livre qu'une « armée de bureaucrates a protégé Obama et travaille à détruire Donald Trump ».

Bénéficiant d'une abondante couverture dans les médias conservateurs, parfois cités par le président lui-même, ces livres se vendent comme des petits pains. Certains, comme ceux de Jeanine Pirro ou de Gregg Jarrett, étaient déjà dans le Top 300 d'Amazon avant leur sortie.

Elsa Conesa, « Les livres pro-Trump, un bon filon de librairie », les Échos, 10 novembre 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|-------------------|--------------------------|---------------------------|--|
| Tarif standard | | | |
| Hebdo | 6 mois 28 € / 1 an 56 € | 6 mois 20 € / 1 an 40 € | |
| Mensuel | 6 mois 22 € / 1 an 44 € | | |
| Hebdo + Mensuel | 6 mois 50 € / 1 an 100 € | 6 mois 38 € / 1 an 76 € | |
| Promotion d'essai | Hebdo + 1 Mensuel offert | 3 mois 10 € | |

ÉTRANGER : Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard | | Jeunes/chômeurs/précaires | |
|--------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|
| Hebdo | Hebdo + Mensuel | Hebdo | Hebdo + Mensuel |
| 14 € par trimestre | 25 € par trimestre | 10 € par trimestre | 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter : Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Mail :

Désignation du compte à débiter : IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA : En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire : _____

www.npa2009.org